

www.insee.fr/rhone-alpes

Bilan économique



2013

Ce dossier a été réalisé grâce à la collaboration de :

La Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Direccte)

La Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Dreal)

La Direction des Affaires Régionales de la Banque de France - Lyon

La Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Draaf)

La Cellule Économique Rhône-Alpes (Cera) - Observatoire régional du BTP

La Direction régionale de l'Insee

Directeur de la publication : Pascal Oger

Dossier coordonné par : Thierry Geay

Couverture, maquette : Pascale Ferrera, Annick Jabouyna

Impression : Graphiscann

Téléphone : 04.78.63.28.15 - Télécopie : 04.78.63.25.25

Messagerie : insee-contact@insee.fr

Site Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Dépôt légal : mai 2014

ISBN 978-2-11-129931-3

ISSN 0291-8129

© Insee Rhône-Alpes 2014

**Le bilan
économique
2013**



"Pas de dynamisme, mais quelques signes encourageants sur l'emploi"

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Comme en 2012, la progression de l'activité reste modeste en 2013 dans les économies avancées. Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013.

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012.

Dans ce contexte empreint d'immobilisme, le niveau de l'emploi salarié privé rhônalpin ne varie quasiment pas en 2013. Cette stabilité relative repose sur une hausse importante de l'emploi intérimaire : + 10 %, soit 6 000 emplois supplémentaires. La situation est contrastée pour les autres secteurs. Le nombre des demandeurs d'emploi a continué de croître, mais moins fortement qu'en 2012. La hausse du chômage s'est même très nettement ralentie au cours du deuxième semestre, surtout pour les jeunes.

L'activité dans le secteur du tourisme progresse, comme celle du transport aérien. En revanche, les indicateurs dans la construction restent au plus bas et ne poussent pas à l'optimisme pour l'année 2014.

Le Bilan Économique établit le bilan de la région Rhône-Alpes pour cette année où l'économie s'est une nouvelle fois placée sous le signe de l'inertie ; il permettra également au lecteur de trouver les principaux points de comparaison avec les années précédentes.

Destiné à tous les acteurs et observateurs de la région, je forme le vœu que ce bilan participe utilement à l'éclairage des décisions publiques, dans une période marquée par l'incertitude et les difficultés de la prévision économique. Coordonné et réalisé par l'Insee, il s'appuie sur des contributions de plusieurs services de l'État et de la Banque de France.

Que chaque contributeur à cet édifice commun soit ici vivement remercié.

Pascal Oger
Directeur régional de l'Insee Rhône-Alpes



Sommaire

Contexte

Synthèse régionale

Pas de dynamisme, mais quelques signes encourageants sur l'emploi 7

Thierry Geay - Insee Rhône-Alpes

Cadrage national

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise 9

Laurent Clavel,
Direction des études et synthèses économiques, Insee

Emploi Chômage

Emploi

L'emploi salarié privé proche de la stabilité 11

Pierre-Jean Chambard - Insee Rhône-Alpes

Chômage et politique d'emploi

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi mais à un rythme ralenti 14

Jean-Marc Dupont - Direccte Rhône-Alpes

Des politiques publiques d'ajustement conjoncturel contre le chômage 16

Christine Jakse - Direccte Rhône-Alpes

Entreprises

Démographie des entreprises

Les créations d'entreprise individuelle, hors auto-entreprise, connaissent un réel essor 18

Les défaillances d'entreprises continuent de progresser 20

Caroline Anguier - Insee Rhône-Alpes

Commerce extérieur

Les échanges commerciaux de la région Rhône-Alpes se sont détériorés 21

Michel Hermitte, Jacques Mercier - Direccte Rhône-Alpes

Secteurs d'activité**Agriculture** **Des productions impactées par une météo chaotique** **23**

Pôle conjoncture - Service régional de la statistique, de l'information et de la prospective - Draaf Rhône-Alpes

Construction **Une activité au ralenti dans le bâtiment comme dans les travaux publics** **25**

Yves Pothier - Dreal Rhône-Alpes
Stéphanie Pépin - Cellule économique Rhône-Alpes - Observatoire régional du BTP

Tourisme **Une bonne année grâce à l'hôtellerie et à la clientèle étrangère** **28**

Christine Bois - Insee Rhône-Alpes

Transports **Baisse de l'activité dans les transports et les déplacements** **31**

Marie-Hélène Fabry, Yves Pothier - Dreal Rhône-Alpes

Autres**Comptes des entreprises** **Pas de réelle reprise pour l'économie rhônalpine** **34**

Régis Pernon et Cédric Traversaz
Direction des Affaires Régionales - Banque de France

Crédit **La nouvelle progression des crédits à l'habitat entretient la dynamique haussière des encours** **36**

Cédric Traversaz
Direction des Affaires Régionales - Banque de France

Pas de dynamisme, mais quelques signes encourageants sur l'emploi

L'Insee Rhône-Alpes publie, chaque trimestre, une note de conjoncture informant sur les évolutions de la conjoncture économique. Pour 2013, ces notes ont eu pour titre : "Timide éclaircie", "L'éclaircie se confirme", "Reprise poussive" et enfin "Une reprise encore modeste". Ces titres traduisent une attente de reprise qui tarde à arriver même si quelques signes restent porteurs d'espoirs. 2013 restera comme une deuxième année consécutive empreinte de morosité. **Synthèse ...**

Après un très léger fléchissement en 2012, le niveau de **l'emploi salarié privé rhônalpin** total ne varie quasiment pas en 2013, avec un solde négatif limité à 400 emplois. Cette stabilité relative repose sur une hausse importante de l'emploi intérimaire : + 10 %, soit 6 000 emplois supplémentaires. En toute logique, la situation est contrastée pour les autres secteurs. L'industrie et la construction perdent des emplois, 5 600 et 1 800 respectivement. Le tertiaire en gagne 900. Il reste le seul à compter aujourd'hui davantage de salariés qu'avant la crise et emploie désormais deux salariés rhônalpins sur trois.

Au niveau départemental, la Loire et l'Ardèche restent les plus en difficulté. Depuis le début de la crise, fin 2007, ils affichent un recul de l'emploi supérieur à - 7,5 % et, pour la seule année 2013, un retrait de - 1,5 % pour la Loire (- 2 400 salariés) et de - 0,9 % pour l'Ardèche. Le Rhône, la Haute-Savoie et l'Ain sont à la hausse et comptent de 900 à 1 200 salariés supplémentaires. En définitive, le Rhône est le seul département rhônalpin comptant plus de salariés qu'avant la crise (+ 1,4 %). Aujourd'hui, plus d'un salarié rhônalpin sur trois y travaille.

Dans ce climat de stagnation de l'emploi, 56 000 entreprises ont été créées en Rhône-Alpes. Par rapport à l'année 2012, le recul est sensible (- 1,6 %), mais moins important qu'au niveau national (- 1,9 %). Dans le même temps, le nombre de défaillances augmente : + 5,2 % par rapport à l'année 2012, soit un total de 6 700 entreprises défaillantes.

La création d'entreprise sous le statut d'auto-entreprise représente toujours la majorité de ces créations mais elle connaît pour la première fois une baisse significative (- 11 %). A contrario, le nombre de créations d'entreprise individuelle prend son envol, + 23 % par rapport à 2012, dans la plupart des secteurs d'activité (2 500 unités supplémentaires). C'est particulièrement le cas dans celui des services aux particuliers. Signe d'optimisme, la création d'entreprise est également très dynamique dans la construction, en hausse de + 48,4 % en un an et dans l'industrie (770 entreprises immatriculées en 2013 contre 350 en 2012), même si l'emploi marchand s'affaiblit au cours de l'année dans ces deux secteurs.

Dans un contexte de faible croissance de l'activité économique et de poursuite de la croissance de la population active, le nombre des demandeurs d'emploi continue d'augmenter en 2013. Mais, la hausse du chômage ralentit très nettement au cours du deuxième semestre, surtout pour les jeunes, en lien avec la montée en puissance des nouvelles politiques publiques, en particulier les emplois d'avenir.

En 2013, **le nombre des demandeurs d'emploi** pour les catégories ABC (soit 456 200 personnes), augmente dans la région de + 5,7 %. Cette augmentation, intervenue pour la sixième année consécutive, est toutefois presque deux fois moins importante qu'en 2012 : + 10 %.

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi, deux sur trois n'exercent aucune activité professionnelle (catégorie A). 302 500 personnes sont ainsi concernées, en hausse de + 4 % (+ 5,6 % en moyenne nationale), un rythme nettement moins élevé qu'en 2012 (+ 11,3 %). Près de 153 700 personnes sont inscrites en catégories B et C, et cumulent, en fin d'année 2013, une situation d'emploi et de chômage (+ 9,7 % sur un an contre + 6,8 % à l'échelon national).

La hausse du chômage n'est pas uniforme au cours de l'année 2013. Après une augmentation sensible au premier semestre, la progression du nombre des demandeurs d'emploi de catégories ABC ralentit au cours du deuxième semestre. Pour la seule catégorie A, on constate même un très léger repli sur le second semestre (- 0,4 %) après une progression de + 4,4 % entre janvier et juin 2013.

Les seniors restent les plus touchés par la hausse du chômage même si la progression tend à se réduire un peu (hausse de + 10,5 % pour les catégories ABC contre + 16,0 % en 2012).

Le chômage des jeunes affiche une quasi-stabilité et interrompt la tendance à la hausse observée ces dernières années. Ainsi, pour les catégories ABC, l'augmentation reste contenue à + 1,7 % (après + 11,1 % en 2012). Pour la seule catégorie A, l'évolution du chômage des jeunes s'est même inversée : repli de - 0,4 % en 2013.

Le chômage de longue durée continue de croître plus fortement que la moyenne. Parmi l'ensemble des inscrits à Pôle emploi, près de deux sur cinq sont au chômage depuis plus d'un an, et près de un sur cinq est touché par le chômage de très longue durée.

En 2013, **les mesures de la politique de l'emploi** se tournent principalement vers les jeunes. 6 750 contrats sont signés dans le cadre des emplois d'avenir. Autre nouvelle mesure, le contrat de génération concerne 2 200 jeunes dans la région depuis son lancement en mars 2013. Le recours à des contrats en alternance se poursuit.

À côté des mesures destinées aux jeunes, la promotion des Contrats Unique d'Insertion (CUI), plutôt ciblés sur un public d'adultes, se maintient. 36 000 CUI sont conclus dans la région, avec un allongement de la durée de ces contrats, qui passe de 6,4 mois en moyenne à 8,9 mois.

Enfin, pour anticiper le risque de chômage, le gouvernement intervient dans la prévention des licenciements économiques via l'activité partielle. En Rhône-Alpes, le nombre d'heures consommées en 2013 (185 500) se situe au-delà du niveau de l'année 2012 (146 900).

Comme dans l'ensemble de l'hexagone, **la construction neuve de logements** se montre peu dynamique avec seulement 38 900 mises en chantier de logements, soit une baisse de - 5 % par rapport à 2012. La baisse du nombre d'autorisations accordées au cours de l'année atteint - 7 %, laissant peu d'espoir à une reprise prochaine des mises en chantier.

Les ventes de logements neufs connaissent un repli particulièrement marqué, en baisse de - 12 % par rapport à 2012 (contre - 1 % seulement au niveau national). Le nombre d'annulations se maintient à un niveau élevé. Conséquence, les mises sur le marché de nouveaux programmes (16 200 logements ouverts à la vente), enregistre un repli de - 12 %. Mais avec des mises sur le marché plus nombreuses que les réservations, le stock de logements disponibles continue à progresser (+ 18 %). 9 700 logements neufs sont acquis par des ménages achetant dans le but de se loger soit une baisse de - 10 % par rapport à 2012. Le dispositif d'investissement locatif "Duflot" démarre modestement. 3 100 réservations sont identifiées par les promoteurs comme relevant de ce dispositif, en baisse de - 18 % par rapport à 2012.

En revanche, les mises en chantier de locaux d'activité augmentent de + 3 % par rapport à 2012. Mais elles restent de 30 % inférieures au niveau moyen des années 2000.

Le secteur de l'entretien-amélioration de bâtiments (55 % du CA du secteur) rencontre également des difficultés, plutôt dans le secteur des locaux. En revanche, côté logements, plusieurs dispositifs contribuent à soutenir la filière (programme " Habiter Mieux ", labellisations BBC). Dans le parc public, l'éco-prêt logement social (éco-PLS) permet la rénovation de 4 400 logements.

Sur le segment des travaux publics, après une année en demi-teinte, le chiffre d'affaires se replie fin 2013. La filière matériaux ne peut qu'être impactée par les difficultés du secteur.

Dans ce contexte peu dynamique, l'activité reste très modérée dans **le secteur des transports**.

Les quantités de marchandises transportées s'inscrivent à la baisse (- 4,7 % par rapport à 2012). Cette évolution, plus défavorable que celle de l'ensemble du pays, intervient après des années 2011 et 2012 où les tonnages transportés étaient en augmentation.

Les ventes de véhicules particuliers neufs se compressent encore. En Rhône-Alpes, seules 170 000 voitures neuves sont vendues au cours de l'année, en baisse de - 3 % par rapport à 2012. Le marché retombe ainsi à un niveau inférieur à celui des années 2006 et antérieures. Toutefois, en un an, le transfert des achats vers des véhicules plus propres est très sensible.

Le déplacement par le rail sur le réseau TGV connaît un léger repli, en baisse de - 1,6 %. Ce tassement touche également les transports express régionaux (TER), en hausse de + 0,3 % seulement. En revanche, le trafic aérien continue à progresser. 9,3 millions de passagers fréquentent les aéroports de Rhône-Alpes en 2013, soit une hausse de + 1,5 %. Le low-cost concerne désormais 25 % du nombre total de passagers transportés (deux points de plus qu'en 2012).

Une météo des plus capricieuse perturbe grandement **l'activité agricole en 2013** et affecte le potentiel de récolte. L'année est particulièrement difficile pour le maïs dont la production recule de - 13 % par rapport à 2012. Les abondantes disponibilités mondiales entraînent une chute globale des prix des céréales, après la flambée de 2012. La fraîcheur des températures retarde l'arrivée des légumes de printemps. La situation est particulièrement difficile pour la tomate. Le retard végétatif est très marqué en production fruitière. La production de cerises est perturbée et connaît une chute des prix de - 30 %. Celles des abricots et des pêches sont déficitaires de - 10 à - 15 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le bilan des fruits à coque est positif.

La météo, toujours elle, affecte les vignobles. La vendange 2013 est modeste, mais supérieure à celle de 2012, historiquement basse. Elle progresse de près de + 12 % pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) et perd - 6 % pour les vins à indication géographique protégée (IGP). Après un an de baisse, le prix du lait progresse à partir du mois d'avril et enregistre un niveau record en septembre. La production laitière augmente à partir de l'été mais les livraisons ne retrouvent pas leur niveau de 2012. Avec 13,9 millions d'hectolitres, elles reculent de - 2,2 %.

Dans le secteur du tourisme, 27,4 millions de nuitées sont réalisées dans les hôtels et les campings de Rhône-Alpes. L'évolution globale de + 1,4 % par rapport à 2012 montre une hausse importante de la fréquentation dans l'hôtellerie (+ 2,3 %), alors que les campings connaissent une très légère baisse (- 0,5 %). La fréquentation étrangère poursuit sa progression (+ 3,6 %), au bénéfice des hôtels (+ 8,0 %), alors que dans les campings, l'évolution est négative (- 1,6 %).

L'hôtellerie régionale connaît une évolution positive principalement grâce à des arrivées étrangères plus nombreuses (+ 11,5 %), qui entraîne une progression forte du volume des nuitées étrangères (+ 8,0 %). La part de la clientèle étrangère progresse ainsi chaque année (+ 1,4 point en 2013, + 1,1 point en 2012).

Après une progression annuelle moyenne de 4 % depuis 2010, la fréquentation des campings affiche, avec 8,9 millions de nuitées, une très légère baisse (- 0,5 %) par rapport à 2012. Le nombre d'arrivées fléchit légèrement (- 0,9 %), touchant principalement les emplacements nus (- 3,3 %). A contrario, les emplacements équipés confirment leur succès et continuent leur progression, tant pour les touristes français (+ 5,9 %) qu'étrangers (+ 5,0 %). ■

Thierry Geay, Insee Rhône-Alpes

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

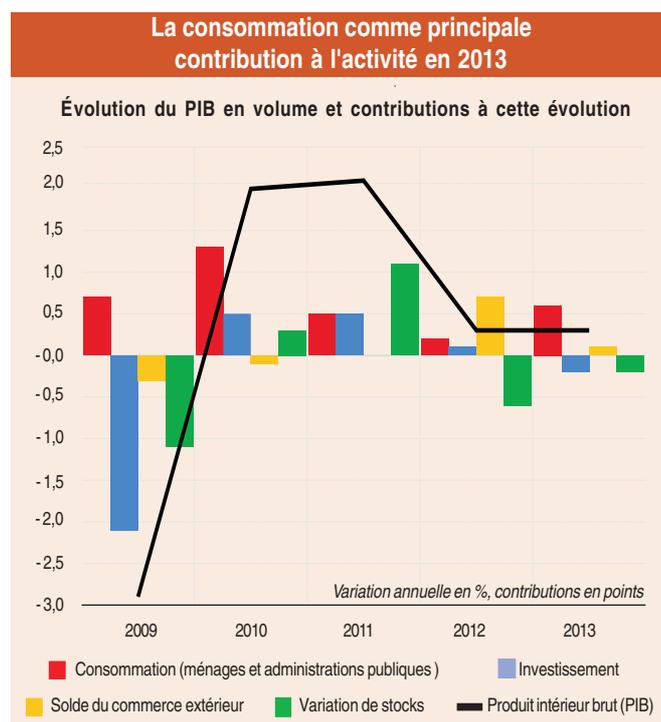
Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone, les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de + 2,1 % en 2011.

Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de + 0,2 % après avoir reculé de - 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de - 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des

dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de + 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de - 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %). Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.



Par branche, l'activité de l'industrie manufacturière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en

raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 %) après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (- 1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %). ■

Laurent Clavel
Direction des études et synthèses économiques, Insee

Le PIB et les opérations sur biens et services					
	Évolution en volume aux prix de l'année précédente en %			2013	
	2011	2012	2013	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,3
Importations	6,3	-1,3	1,7	629,1	-0,5
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,4
- <i>dépense des ménages</i>	0,4	-0,5	0,2	1 126,4	0,1
- <i>dépense individualisable des administrations</i>	1,4	1,8	2,1	328,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,5	1,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	2,1	0,3	-1,0	466,9	-0,2
- <i>entreprises non financières</i>	3,9	0,1	-0,9	251,2	-0,1
- <i>ménages</i>	1,0	-2,2	-3,1	107,9	-0,2
- <i>administrations publiques</i>	-4,4	1,6	1,0	85,6	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,1	-0,6	-0,2	-1,7	-0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	597,8	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'emploi salarié privé proche de la stabilité

L'emploi salarié privé rhônalpin a très vite rebondi suite à la crise de 2008-2009. Mais après deux années de progression, il connaît un léger fléchissement en 2012. En 2013, le niveau de l'emploi salarié privé rhônalpin total ne varie quasiment pas. Il recule de nouveau dans l'industrie, et la construction perd également des salariés. Le dynamisme du tertiaire marchand, et plus particulièrement de l'intérim, permet cependant à la région de limiter ses pertes à 400 emplois au total.

L'emploi salarié privé, en progression entre 2005 et 2007, est entré en crise début 2008. Pendant deux ans, les destructions d'emploi ont été soutenues, de l'ordre de 30 000 salariés en moins chaque année. L'emploi régional est ensuite reparti à la hausse, nettement en 2010, un peu plus modérément en 2011. Après un très léger fléchissement en 2012, le niveau de l'emploi salarié privé rhônalpin total ne varie quasiment pas en 2013 : le solde présente un déficit de 400 emplois. Si l'on exclut l'emploi intérimaire, la baisse atteint - 0,4 %, soit 6 500 salariés en moins. Avec ou sans intérim, le niveau de l'emploi salarié privé régional reste inférieur d'environ 2 % à celui de fin 2007, juste avant la crise.

Cette année encore, l'emploi salarié privé total résiste mieux en Rhône-Alpes que dans l'ensemble du pays, où il régresse de - 0,2 %. En revanche, le recul est comparable à celui enregistré au niveau national (- 0,4 % également) si l'on exclut l'emploi intérimaire. Seules six

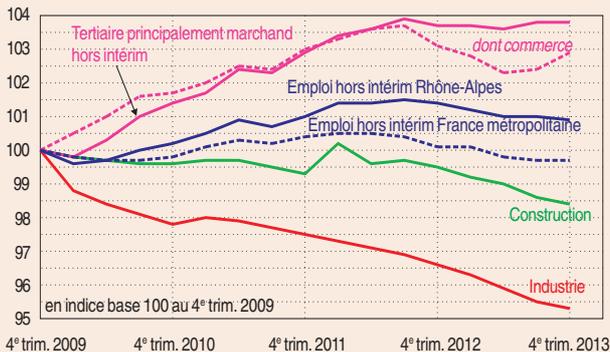
régions connaissent une évolution plus favorable de l'emploi en 2013. Rhône-Alpes reste de loin la première région française après l'Île-de-France pour le niveau d'emploi avec plus d'un salarié français sur dix, et plus d'un sur sept par rapport à la France de province.

Hausse de l'emploi au nord-est de la région, baisse à l'ouest. La Loire enregistre les plus fortes pertes d'emplois par rapport à l'année précédente (- 1,5 %, 2 400 salariés en moins). L'Ardèche (- 0,9 %), la Drôme (- 0,4 %) et la Savoie (- 0,3 %) perdent entre 300 et 500 salariés. L'Isère maintient son niveau d'emploi sur les 12 derniers mois, tandis que le Rhône (+ 0,2 %), la Haute-Savoie (+ 0,6 %) et l'Ain (+ 0,7 %) comptent de 900 à 1 200 salariés supplémentaires.

Le Rhône est le seul département rhônalpin comptant plus de salariés (+ 1,4 %) qu'avant la crise, fin 2007. La Drôme a maintenu son niveau d'emploi sur cette période. En revanche, les autres départements comptent moins de salariés qu'il y a six ans, de l'ordre de - 2 % ou - 3 %

Des gains d'emploi surtout dans le commerce et les services

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Rhône-Alpes



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

L'intérim repart fortement à la hausse

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi

dans l'Isère et les Savoie, de - 4 % dans l'Ain. Dans la Loire et l'Ardèche, le recul, nettement plus marqué, atteint - 7,5 %.

Du fait de ces évolutions, la ventilation départementale de l'emploi régional a été légèrement modifiée. Aujourd'hui, plus d'un salarié rhônalpin sur deux travaille dans le Rhône (35,1 %) ou l'Isère (18,4 %).

L'industrie perd 5 600 salariés, soit une baisse de - 1,4 %, légèrement inférieure à celle enregistrée au niveau national (- 1,6 %). Le secteur a perdu des salariés en nombre important au cours de la dernière décennie, à l'exception de l'année 2011 où le nombre de salariés s'était maintenu. Les pertes, contenues en 2012, sont plus importantes cette année, mais restent en deçà des destructions massives des années 2000. Aujourd'hui, un quart des salariés rhônalpins, soit un peu plus de 400 000 personnes, travaillent dans l'industrie, hors intérimaires, contre 21 % au niveau national ; Rhône-Alpes est ainsi la deuxième région industrielle de France en nombre d'emplois, juste derrière l'Île-de-France.

La métallurgie, la plasturgie, le textile, les industries chimiques et du papier concentrent un peu plus de la moitié des salariés rhônalpins de l'industrie. Ces secteurs, déjà à la baisse en 2012, perdent 4 200 salariés (- 1,9 %). La fabrication d'équipements

La Haute-Savoie, le Rhône et l'Ain gagnent des emplois

Emploi salarié par département et par secteur

	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2013 en milliers	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Ain	130,0	-1,5	-0,7	2,4	0,2	17,0	0,7
Ardèche	51,3	-2,2	-2,3	0,3	-1,0	19,3	-0,9
Drôme	124,1	-1,0	-0,7	0,0	0,7	2,7	-0,4
Isère	300,7	-1,7	-0,5	0,9	-0,5	12,2	0,1
Loire	161,3	-1,7	-2,7	-1,2	-1,3	-1,8	-1,5
Rhône	574,1	-1,2	-1,4	0,7	-0,8	10,2	0,2
Savoie	113,4	-1,1	-0,7	0,0	1,1	4,5	-0,3
Haute-Savoie	180,9	-0,9	-0,6	1,4	1,5	16,7	0,6
Rhône-Alpes	1 635,6	-1,4	-1,1	0,7	-0,2	9,9	0,0

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

électriques, électroniques et informatiques, qui emploie un salarié rhônalpin de l'industrie sur cinq, perd 1 300 emplois (- 1,5 %), et la fabrication de matériels de transports 600 (- 2,4 %). En revanche, l'alimentaire gagne 300 salariés (+ 0,6 %), et les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, les industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution enregistrent ensemble une légère progression de 200 salariés (+ 0,4 %). Ces deux secteurs industriels restent les seuls à compter au moins autant d'emplois qu'avant la crise.

L'Isère est, pour la deuxième année consécutive, le département le plus touché par les pertes d'emploi dans l'industrie (1 400 emplois en moins, - 1,7 %), suivi du Rhône (1 300 emplois perdus, - 1,2 %). Les destructions d'emplois industriels sont un peu moindres, de l'ordre de 700 salariés, dans la Loire (- 1,7 %) et l'Ain (- 1,5 %). Elles s'échelonnent de 200 à 400 salariés dans les autres départements.

La construction enregistre une baisse de 1 800 emplois, soit - 1,1 %. Le secteur, qui emploie un salarié rhônalpin sur dix hors intérimaires, avait connu, pour la première fois depuis la crise, une légère progression de ses effectifs en 2012, sans commune mesure cependant avec les très fortes hausses annuelles de la décennie précédente. Il renoue avec une baisse de ses effectifs en 2013, plus contenue cependant dans la région qu'au niveau national (- 1,8 %). Le Rhône (- 1,4 %) et la Loire (- 2,7 %) enregistrent les plus fortes pertes, de l'ordre de 500 emplois. Les pertes avoisinent les 100 salariés dans les autres départements rhônalpins.

Le tertiaire privé essentiellement marchand gagne, hors intérim, 900 emplois en 2013, soit une progression modeste de + 0,1 %*, similaire à celle enregistrée au niveau national. Le secteur n'a cessé d'accroître son influence : très dynamique au cours de

Des évolutions généralement plus favorables en Rhône-Alpes qu'au niveau national

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2013 en milliers	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2012/2007*	
		Rhône-Alpes	France métropolitaine	Rhône-Alpes	France métropolitaine
	Industrie	405,6	-1,4	-1,6	-2,3
Industrie agro-alimentaire	47,7	0,6	-0,6	-0,1	-0,5
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	43,6	0,4	-0,3	1,3	0,2
Biens d'équipement	81,0	-1,5	-1,8	-2,6	-2,9
Matériels de transport	23,1	-2,7	-2,1	-3,8	-2,1
Autres branches industrielles	210,2	-1,9	-2,1	-3,0	-3,1
Construction	153,5	-1,1	-1,8	-0,7	-1,0
Tertiaire marchand	1 076,5	0,7	0,4	0,4	0,1
Commerce	307,0	-0,2	-0,4	0,1	-0,2
Transports	136,6	0,0	-0,3	0,0	-0,2
Hébergement - restauration	103,0	0,1	-0,4	1,4	0,9
Information - communication	59,5	1,5	0,5	1,7	0,4
Services financiers	70,9	2,2	0,3	0,8	0,2
Services immobiliers	23,6	-1,0	-0,6	-0,6	-0,9
Services aux entreprises	234,6	0,7	0,8	1,2	1,1
Services aux ménages	74,1	-3,2	0,6	1,3	0,9
Intérim	67,3	9,9	6,5	-3,9	-4,6
Total	1 635,6	0,0	-0,2	-0,4	-0,5

Note : données CVS.

* glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

la dernière décennie, il a connu des pertes limitées durant la crise et reste le seul secteur à compter aujourd'hui davantage de salariés qu'avant celle-ci. Il emploie désormais deux salariés rhônalpins sur trois.

Le commerce, qui avait fortement rebondi après la crise, **perd cette année 600 emplois** (- 0,2 %).

Les services hors intérim, en revanche, **progressent de + 0,2 %***, soit 1 500 salariés supplémentaires. L'emploi progresse surtout dans les activités financières et d'assurance (+ 2,2 %, 1 500 salariés supplémentaires), les secteurs de l'information et de la communication (+ 1,5 %, soit un gain de 900 salariés), ainsi que pour les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien (+ 0,7 %). Le secteur de l'hébergement et de la restauration, et celui des transports, maintiennent leur niveau d'emploi, tandis que l'immobilier connaît une baisse de - 1,0 %. L'emploi tertiaire est à la hausse, cette année encore, en Haute-Savoie (+ 0,6 %) et dans l'Ain (+ 1,0 %). À l'opposé, la Loire (- 1,1 %) et l'Ardèche (- 0,9 %) perdent des salariés. Dans les autres départements rhônalpins, les pertes, dans la Drôme et la Savoie, ou les gains, dans l'Isère et le Rhône, sont limités, de l'ordre de 0,2 %.

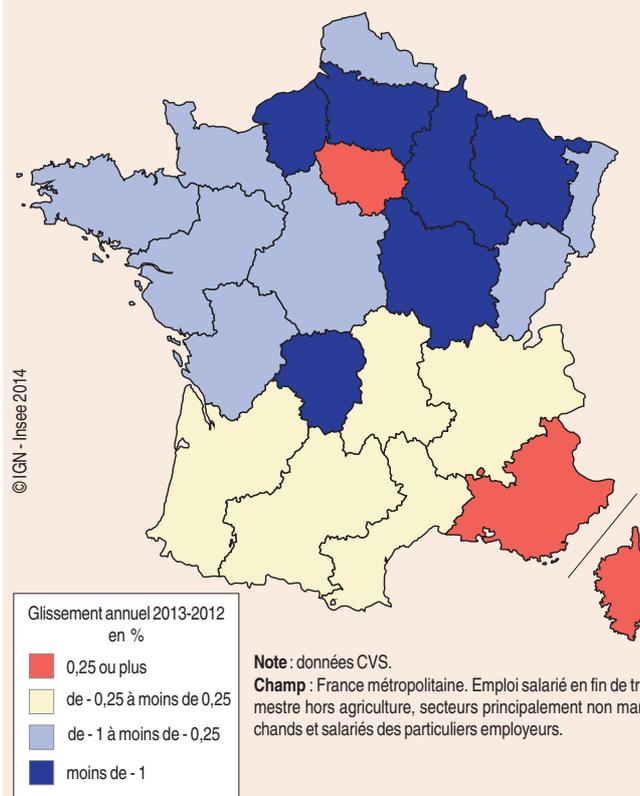
Après deux années de repli, l'emploi intérimaire progresse nettement en 2013 : avec 6 000 emplois supplémentaires, la hausse régionale, de + 9,9 %, est plus forte que celle enregistrée au niveau national (+ 6,6 %). Seule la Loire connaît une légère baisse de son emploi intérimaire. En revanche, si la progression est relativement limitée dans la Drôme (+ 2,7 %) ou la Savoie (+ 4,6 %), les hausses dépassent + 10 % dans le Rhône et l'Isère (respectivement + 10,2 % et + 12,2 %), et atteignent (+ 17 %) dans l'Ain, la Haute-Savoie et l'Ardèche. ■

Pierre-Jean Chambard, Insee Rhône-Alpes

* **Avertissement** : les estimations d'emploi des "autres activités de service" (secteur RU des services marchands hors intérim) de la région Rhône-Alpes au 4^e trimestre 2013 devraient faire l'objet d'une correction ultérieure, probablement à la hausse.

L'emploi salarié privé résiste mieux dans le sud du pays

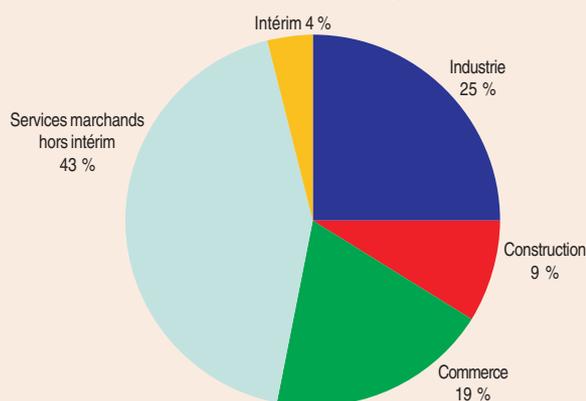
Évolution régionale de l'emploi salarié
France métropolitaine : - 0,25 %



Source : Insee, estimations d'emploi

Deux emplois sur trois dans le tertiaire marchand

L'emploi en Rhône-Alpes en 2013, par grand secteur d'activité



Source : Insee, estimations d'emploi

Pour comprendre les résultats

Emplois salariés du secteur privé

Le champ couvert est celui de l'emploi du secteur concurrentiel privé, hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Pour les années 2011 et antérieures, les estimations annuelles sont issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) et les taux d'évolution infra-annuels se basent sur les indices trimestriels d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee).

À partir de 2012, les taux d'évolution se basent sur les indices trimestriels d'Épure appliqués à l'estimation annuelle 2011.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

Pour en savoir plus

• Site internet : www.insee.fr thème Travail - Emploi.

Poursuite de la hausse du nombre des demandeurs d'emploi mais à un rythme ralenti

Dans un contexte de faible croissance de l'activité économique, peu propice aux créations d'emplois, le nombre des demandeurs d'emploi a continué de croître en 2013, mais à un rythme beaucoup moins soutenu qu'en 2012. En lien avec la montée en puissance des nouvelles politiques publiques, en particulier les emplois d'avenir, la hausse du chômage s'est très nettement ralentie au cours du deuxième semestre, surtout pour les jeunes.

Entre le 4^e trimestre 2012 et le 4^e trimestre 2013, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement diminué dans la région (- 0,1 point) et s'est stabilisé à l'échelon national. Cet indicateur enregistre un faible repli dans tous les départements rhônalpins à l'exception du Rhône où il reste stable.

Les données de Pôle emploi font état, au contraire, d'une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi en 2013. Ces divergences tiennent au fait que la notion du chômage au sens du BIT diffère de celle des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Entre décembre 2012 et décembre 2013, le nombre des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé ou non une activité réduite (456 200 personnes inscrites en catégories A, B et C), a augmenté dans la région de + 5,7 %. Cette

augmentation, intervenue pour la sixième année consécutive, est toutefois presque deux fois moins importante qu'en 2012 : + 10 %.

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C, les deux-tiers n'exerçaient aucune activité professionnelle et figuraient, à ce titre, sur les listes de Pôle emploi en catégorie A. Sur l'ensemble de l'année 2013, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (302 500) s'est accru de + 4 % (+ 5,6 % en moyenne nationale), soit un rythme nettement moins élevé qu'en 2012 (+ 11,3 %).

Enfin, près de 153 700 personnes inscrites en catégories B et C, cumulaient, en fin d'année 2013, une situation d'emploi et de chômage (+ 9,7 % sur un an contre + 6,8 % à l'échelon national).

Au niveau infrarégional, s'agissant de l'ensemble des catégories A, B et C, le nombre des demandeurs d'emploi progresse partout, dans des proportions comprises entre

Taux de chômage en légère baisse dans tous les départements à l'exception du Rhône

Taux de chômage de la population active par département

	2013					Évolution sur un an en point de %
	2012	T4	T1	T2	T3	
Ain	7,2	7,3	7,2	7,1	7,0	-0,2
Ardèche	10,6	10,8	10,8	10,7	10,5	-0,1
Drôme	10,9	11,0	11,0	10,9	10,7	-0,2
Isère	8,3	8,4	8,4	8,3	8,1	-0,2
Loire	10,0	10,1	10,1	10,0	9,8	-0,2
Rhône	9,1	9,3	9,2	9,2	9,1	0,0
Savoie	7,7	7,7	7,8	7,7	7,6	-0,1
Haute-Savoie	7,3	7,5	7,4	7,4	7,2	-0,1
Rhône-Alpes	8,7	8,9	8,8	8,7	8,6	-0,1
France métropolitaine	9,8	9,9	9,9	9,9	9,8	0,0

^P : données provisoires. **Note** : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Un infléchissement de la courbe du chômage des jeunes en 2013

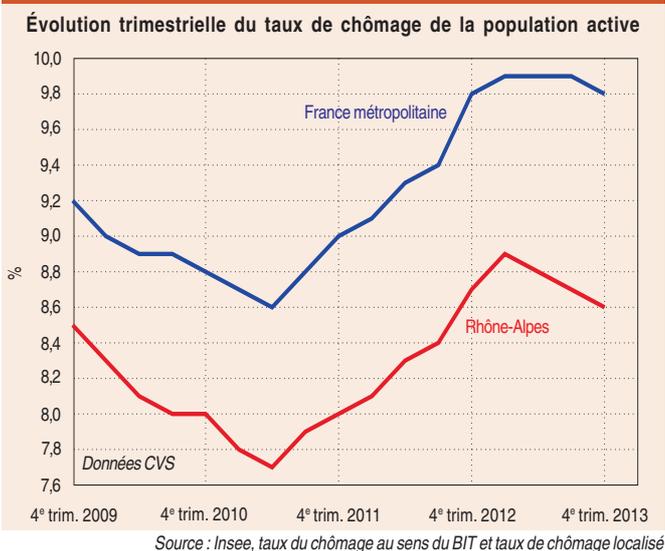
Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2013 en milliers		Évolution sur un an en %	
	Catégories A, B et C	dont catégorie A	Catégories A, B et C	dont catégorie A
Hommes	226,1	159,4	6,5	4,0
Femmes	230,1	143,1	5,0	4,0
Moins de 25 ans	71,7	48,0	1,7	-0,4
De 25 à 49 ans	291,2	189,5	5,3	3,3
50 ans ou plus	93,3	65,0	10,5	9,8
Inscrits depuis plus d'un an	178,9	nd	13,2	nd
Rhône-Alpes	456,2	302,5	5,7	4,0
France métropolitaine	4 974,4	3 372,0	6,1	5,6

nd : données non disponibles. **Note** : données brutes.

Sources : Pôle emploi, DARES

Léger repli du taux de chômage rhônalpin sur l'ensemble de l'année, stabilité à l'échelon national



+ 4 % dans la Loire et + 6,8 % en Haute-Savoie et, pour la seule catégorie A, entre + 2,3 % dans l'Isère et + 5,2 % dans le Rhône.

La hausse du chômage n'a pas été uniforme au cours de l'année 2013 : augmentation sensible du nombre des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C au premier semestre (+ 4,5 %) suivie d'une progression ralentie au cours du deuxième semestre (+ 1,2 %). Au regard de la catégorie A, la courbe du chômage s'est même légèrement infléchiée en milieu d'année : progression de + 4,4 % entre janvier et juin 2013 puis, malgré des évolutions mensuelles contrastées, tendance à un léger repli à partir de juillet jusqu'en fin d'année 2013 (- 0,4 %).

Les seniors sont de nouveau les plus touchés par la hausse du chômage mais un peu moins fortement que les années précédentes. En 2013, le nombre des demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans (pour les catégories A, B et C) a progressé de + 10,5 % soit à un rythme moins élevé qu'en 2012 (+ 16 %).

Le maintien en activité de nombreux seniors, provoqué par le report de l'âge légal de la retraite (de 60 à 62 ans), l'allongement progressif de la durée de cotisation et la suppression de la dispense de recherche d'emploi ont contribué à une nouvelle augmentation sensible du nombre des demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans. Mais cette hausse tient aussi aux difficultés particulières rencontrées par les seniors, surtout en temps de crise, pour retrouver un emploi. Ainsi, en fin d'année 2013, 57 % des personnes âgées d'au moins 50 ans avaient une ancienneté d'inscription à Pôle emploi supérieure à un an contre seulement 18 % pour les jeunes de moins de 25 ans.

Une quasi-stabilité du chômage des jeunes qui interrompt la tendance à la hausse observée ces dernières années.

Après avoir très nettement progressé en 2012 (+ 11,1 %), le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (pour les catégories A, B et C) a augmenté très faiblement en 2013 : + 1,7 %.

Cet infléchissement de tendance résulte surtout de la montée en charge des contrats d'avenir destinés aux jeunes faiblement diplômés ou sortis du système scolaire sans aucun diplôme (près de 1 200 contrats signés).

En prenant en considération la seule catégorie A, l'évolution du chômage des jeunes s'est même inversée : repli de - 0,4 % en 2013 après une hausse de + 11,5 % en 2012.

Comme en 2012, l'évolution du chômage a été plus défavorable en 2013 pour les hommes que pour les femmes.

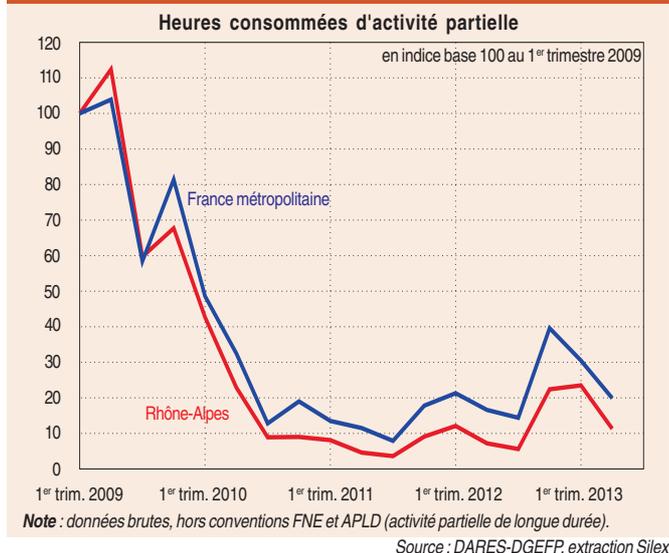
Le nombre des demandeurs d'emploi parmi les hommes et les femmes (pour les catégories A, B et C) a progressé respectivement de + 6,5 % et de + 5,0 % au cours de l'année 2013. À tous âges, la hausse du chômage est plus marquée pour les hommes que pour les femmes. C'est surtout le cas chez les jeunes (+ 2,7 % contre + 0,5 %) et les "25-49 ans" : + 6,3 % contre + 4,3 %.

Le chômage de longue durée a continué de croître mais à un rythme moins élevé qu'en 2012.

Entre décembre 2012 et décembre 2013, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est passé de 158 123 à 178 857. Cette évolution correspond à une hausse de + 13,2 %, d'ampleur plus modérée qu'en 2012 : + 15,3 %.

Toutefois, comme les années précédentes, le chômage de longue durée a augmenté à un rythme plus élevé que la moyenne des demandeurs d'emploi. La proportion des "plus d'un an" parmi l'ensemble des inscrits à Pôle emploi

Hausse du nombre d'heures consommées, loin toutefois des sommets des années 2009 et 2010



s'est donc renforcée, s'établissant, fin décembre 2013, à 39,0 % (41,9 % en moyenne nationale) contre 36,5 % en fin d'année 2012.

Le chômage de très longue durée (86 700 personnes à la recherche d'un emploi depuis plus de deux ans, soit 19,0 % du total des inscrits) s'est aggravé plus fortement encore : + 19,3 % en un an.

L'enlèvement dans le chômage de très longue durée est un phénomène récurrent mais qui tend à s'accroître en période de crise. Dans un contexte où les embauches se raréfient, celles-ci vont bénéficier en priorité aux demandeurs d'emploi présentant l'ancienneté d'inscription la plus faible. Ainsi, le rythme d'augmentation annuelle du nombre des demandeurs d'emploi s'intensifie avec la durée d'inscription : + 7,8 % pour une durée comprise entre un et deux ans ; + 17,8 % entre deux et trois ans et + 20,7 % au-delà de trois ans. ■

Pour en savoir plus

- "Les sortants des listes des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en septembre 2013", Dares Indicateurs n° 30, avril 2014.
- "Conjoncture de l'emploi et du chômage au quatrième trimestre 2013", Dares Analyses n° 029, avril 2014.
- "Note de vigilance Rhône-Alpes du 4^e trimestre 2013", Direccte et DRFIP Rhône-Alpes, février 2014.

Jean-Marc Dupont
Directe Rhône-Alpes

Politique d'emploi

Des politiques publiques d'ajustement conjoncturel contre le chômage

Les jeunes constituent, en 2013, la cible privilégiée du gouvernement, directement (emploi d'avenir, contrat de génération, contrats en alternance) ou indirectement (exonérations de cotisations sociales pour les salaires inférieurs à 1,6 fois le Smic, niveau qui concernent massivement les plus jeunes).

Initiés fin 2012, **les emplois d'avenir**, dispositif ciblant les jeunes pas ou faiblement diplômés et intégrant un volet formation, ont été au cœur de l'action gouvernementale en 2013. Prescrits par les missions locales et les Cap emplois (chargés des personnes handicapées), 6 750 contrats ont été signés dans la région, pour 80 % d'entre eux dans le secteur non marchand. Il s'agit à 40 % de CDD de 3 ans ou de CDI, plutôt à temps complet. Plus de la moitié (54 %) ont été signés par des jeunes femmes, à 80 % par des jeunes, titulaires d'un niveau V, Vbis ou VI de formation initiale. 15 % des signataires résident en ZUS. Les métiers sont assez diversifiés : assistant auprès d'enfants et d'adultes ou agent des services hospitaliers, métiers de la maintenance dans le bâtiment, du nettoyage de locaux, de la restauration ou

encore de l'entretien d'espaces verts. L'emploi d'avenir constitue une des modalités possibles du dispositif plus large d'accompagnement personnalisé « Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale », qui concerne 11 900 jeunes entre janvier et décembre 2013 en Rhône-Alpes.

Parmi les nouvelles mesures, **le contrat de génération** a concerné 2 200 jeunes dans la région depuis son lancement en mars 2013. Il a la vocation de permettre un recrutement de jeunes en CDI, le maintien dans l'emploi ou le recrutement de seniors et la transmission des compétences et des savoir-faire. Il s'agit plutôt de jeunes hommes (70 %), de niveaux de formation IV ou plus (80 %), embauchés sur des postes d'employés administratifs,

d'ouvriers qualifiés de type industriel ou artisanal, d'employés de commerce ou de techniciens. Ils exercent plutôt dans le commerce et la réparation automobile, la construction, les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques ou encore la métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements.

De même, le recours possible à des **contrats en alternance** – contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation – s'est poursuivi en 2013, avec respectivement 24 600 et 16 400 contrats en Rhône-Alpes.

À côté des mesures destinées aux jeunes, la promotion des **Contrats Unique d'Insertion (CUI)**, plutôt ciblés sur un public d'adultes ne répondant pas aux critères d'embauches classiques, s'est poursuivie. 36 000 CUI ont été conclus en 2013 dans la région, à 87 % dans le secteur non marchand, notamment dans les structures d'insertion par l'activité économique (associations intermédiaires, entreprises d'insertion, chantiers d'insertion). Ils ont concerné majoritairement les chômeurs de plus d'un an inscrits ou non à Pôle emploi (62 %), les allocataires de minima sociaux (31 %) ou encore les personnes sans diplôme ou avec un faible niveau de formation initiale (56 %, notamment les seniors, 62 %). Cette année, le gouvernement a souhaité allonger la durée de ces contrats, passant de 6,4 mois en moyenne à 8,9 en Rhône-Alpes.

Parmi les mesures instaurées depuis plusieurs décennies et qui demeurent en vigueur, les **exonérations de cotisations sociales** constituent toujours le cœur de la politique de l'emploi : la moitié au moins des salariés est concernée puisque la mesure principale d'exonérations, dites "exonérations Fillon", va jusqu'à 1,6 fois le Smic, soit un niveau égal au salaire médian.

Parallèlement à ces dispositifs, le gouvernement a initié en avril 2013 **le plan national "30 000 formations prioritaires pour l'emploi"** (100 000 en 2014), devant correspondre à des besoins ciblés sur les territoires et destinés aux chômeurs. En Rhône-Alpes, la mise en œuvre du plan a abouti à 4 700 entrées en formation dans des domaines jugés prioritaires, notamment le transport et logistique (environ 30 %), la santé (environ 17 %), l'hôtellerie-commerce-restauration (environ 8 %).

Par ailleurs, le ministère du travail a continué sa politique d'appui à l'acquisition de **"compétences-clés"** en prescrivant des formations sur des savoirs de base (parmi lire, écrire, compter, parler une langue ou utiliser des outils numériques) : en Rhône-Alpes, le dispositif a concerné 16 950 personnes en 2013. Depuis le lancement du marché pluriannuel (2012), ces formations se sont adressées pour un tiers à des personnes de niveau de formation initiale Vbis et VI, un quart à des allocataires du RSA, un cinquième à des personnes handicapées. Complémentairement, concernant les personnes handicapées, le dispositif de **maintien dans l'emploi**, cofinancé par la Direccte, a permis d'éviter plus de 3 500 licenciements pour inaptitude en Rhône-Alpes.

2013 correspond à la dernière année de la programmation des **fonds sociaux européens** entamée en 2007, avant le lancement de la suivante. En Rhône-Alpes, la politique européenne, à travers ses quatre principaux axes (cf. encadré) et avec un budget de 360 millions d'euros, a concerné, sur les sept années, environ 400 000 personnes. La moitié sont des femmes, le tiers a moins de 25 ans, 70 % sont chômeurs, le quart allocataires de minima sociaux et plus du tiers ont de faibles niveaux de formation initiale. 47 % des bénéficiaires de ces actions ont trouvé un emploi, une formation ou ont créé une activité.

Enfin, anticipant le risque de chômage, le ministère du travail intervient aussi dans la prévention des licenciements économiques via notamment **l'activité partielle** (anciennement "chômage partiel") pour laquelle le nombre d'heures consommées par les entreprises en 2013 en région – 185 500 – se situe au-delà du niveau de l'année 2012 – 146 900 -. ■

Christine Jakse, Direccte Rhône-Alpes

Les emplois d'avenir au coeur de la politique publique

Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

		2012	2013	Évolution sur un an en %
Contrats en alternance*	Contrats de professionnalisation	17 155	16 363	-4,6
	Contrats d'apprentissage du secteur privé	25 820	24 592	-4,8
Emplois aidés du secteur marchand	Contrat unique d'insertion - Contrat initiative à l'emploi (CUI-CIE)	5 145	4 537	-11,8
	Emplois d'avenir**	48	1 285	///
Emplois aidés du secteur non marchand	Contrat unique d'insertion	33 031	31 455	-4,8
	Emplois d'avenir**	1 113	5 460	///
Mesures d'accompagnement des jeunes	Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	11 860	11 922	0,5
NACRE (nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise)	Nombre de bénéficiaires "primo-accédants"	1 619	1 658	2,4
Activité partielle (chômage partiel)	Nombre d'heures consommées	146 927	185 456	26,2
Compétences-clé	Nombre de personnes concernées (prescriptions)	13 075	16 946	29,6
	Personnes ayant participé aux formations	10 426	13 330	27,9
Contrats de génération	Demandes d'aides enregistrées***	///	2 199	///

* Moyenne mensuelle sur 12 mois glissants compte tenu des saisies parfois tardives. ** Lancement des emplois d'avenir en novembre 2012. *** Lancement des contrats de génération en mars 2013.

Sources : Ministère du travail, ASP

Les quatre principaux axes de la politique européenne :

- axe 1 : contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques ;
- axe 2 : améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi ;
- axe 3 : renforcer la cohésion sociale, favoriser l'inclusion sociale, lutter contre les discriminations ;
- axe 4 : investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transversales.

Les créations d'entreprise individuelle, hors auto-entreprise, connaissent un réel essor

Les créations d'entreprise sont de nouveau en baisse en 2013, après une légère reprise en 2012. Les auto-entreprises représentent toujours la majorité de ces créations mais leur nombre diminue en 2013. A contrario, les entreprises individuelles connaissent une croissance importante dans la plupart des secteurs d'activité.

En 2013, 56 000 entreprises ont été créées en Rhône-Alpes. Par rapport à l'année 2012, ce nombre recule sensiblement : - 1,6 %. Ce retrait est toutefois moins important qu'au niveau national (- 1,9 % sur la même période en France métropolitaine).

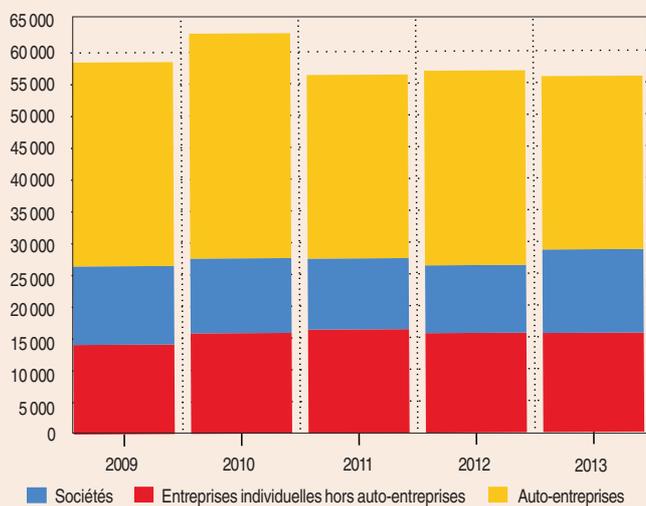
Une entreprise sur deux immatriculée en Rhône-Alpes, en 2013 est une auto-entreprise. Depuis la création de ce régime, en 2009, les immatriculations d'auto-entreprises restent majoritaires. Néanmoins, le nombre de créations sous ce statut diminue significativement en 2013 (- 11 %) alors qu'il était en progression en 2012. En revanche, la création d'entreprises individuelles prend son envol en 2013. Le nombre d'immatriculations augmente de + 23 % entre 2012 et 2013, représentant 2 500 unités

supplémentaires. Les sociétés, quant à elles, représentent 28 % de l'ensemble des créations et n'affichent pas d'évolution notable sur un an (- 0,4 %).

Au 1^{er} janvier 2013, la région Rhône-Alpes compte 388 000 entreprises. Le taux de création, qui permet d'observer le dynamisme de la région en matière de création d'entreprise est équivalent à celui qu'affiche le niveau national : 14,0 %. Néanmoins, ce taux, nombre de créations d'entreprise durant l'année rapporté au nombre d'entreprises existantes en début d'année, est en baisse par rapport à 2012 (15,3 %). En Rhône-Alpes, les créations d'entreprises génératrices d'emploi salarié (sociétés et entreprises individuelles) occupent une part plus importante

Après une légère reprise en 2012, les créations reculent à nouveau

Créations d'entreprise dans la région Rhône-Alpes



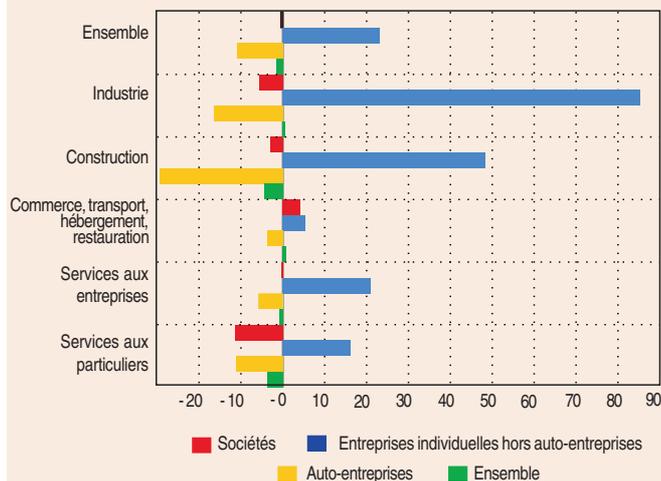
Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

Les créations d'entreprise individuelle (hors d'auto-entreprises) progressent dans tous les secteurs

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprise entre 2012 et 2013 dans la région Rhône-Alpes en %



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

que dans les autres régions. Ainsi, sur 100 entreprises créées, Rhône-Alpes compte 24 sociétés contre 19 au niveau national. À l'inverse, la part des auto-entreprises est plus basse en Rhône-Alpes que dans les autres régions. Sur 100 créations d'entreprises, la région comptabilise 49 auto-entreprises contre 52 au niveau national.

Dans l'industrie et dans le commerce, transport, hébergement et restauration, le nombre d'immatriculations se maintient entre 2012 et 2013 avec respectivement + 0,6 % et + 0,8 %. Les créations sont en léger retrait dans le secteur de services aux entreprises (- 0,9 %). Elles sont en repli dans les secteurs de la construction et des services aux particuliers. Pour autant, selon le statut juridique des entreprises, les évolutions diffèrent d'un secteur à l'autre.

Les créations d'entreprises individuelles (hors auto-entrepreneurs) **sont en progression dans tous les secteurs**. Les services aux particuliers est le secteur le plus "générateur d'entreprises" ; il représente un tiers des entreprises créées dans la région (4 200 immatriculations), en progression de + 16,1 % par rapport à 2012. Les créations d'entreprises tournées vers les services à la personne (coiffeur, blanchisseur, etc.) et vers la réparation d'ordinateurs et de biens personnels se sont accélérées. Ces deux branches représentent 1 100 entreprises individuelles en 2013 contre 500 seulement en 2012. La création d'entreprises est également très dynamique dans la construction avec une progression de + 48,4 % en un an, soit près de 1 000 entreprises supplémentaires. La majorité d'entre elles oeuvrent dans les travaux de construction spécialisée : terrassement, plomberie, menuiseries, revêtement, charpente, etc. L'industrie enregistre la plus forte augmentation de création d'entreprises individuelles avec 770 entreprises immatriculées en 2013 contre 350 en 2012. Dans le même temps, l'emploi marchand s'affaiblit au cours de l'année 2013 dans ces deux secteurs.

Les créations de société sont en recul en 2013. Tous les secteurs sont concernés, excepté celui du commerce, transports, hébergement et restauration (+ 4,3 %). Dans ce secteur, 5 200 entreprises ont été créées en 2013, ce qui représente une société nouvelle sur trois en Rhône-Alpes.

Dans le secteur des services aux entreprises, les créations de société sont en léger recul par rapport à 2012 (- 0,3 %). Parmi elles, une entreprise sur deux est tournée vers les activités techniques et le soutien aux entreprises (conseil, ingénierie, photocopie, nettoyage, etc.). Ces dernières sont en recul de - 0,6 % par rapport à l'année 2012. Inversement, les sociétés de services aux entreprises dans les activités financières sont en progression (+ 12,7 %). Ce sont principalement des activités de services financiers hors assurance (banque).

Les créations sous le statut d'auto-entreprise sont en baisse dans tous les secteurs d'activité. La chute la plus importante touche le secteur de la construction, avec - 29,5 % de créations entre 2012 et 2013. Cela représente 1 300 entreprises en moins par rapport au nombre de créations enregistré en 2012.

Tous les départements de la région enregistrent une baisse du nombre de créations, à l'exception de celui de l'Isère. Dans ce dernier, le nombre de créations se maintient entre 2012 et 2013. C'est dans la Drôme et dans l'Ardèche que la baisse des immatriculations d'entreprise est la plus marquée avec respectivement - 6,3 % et - 4,2 %. Les évolutions sont presque nulles en Haute-Savoie et dans la Loire (- 0,1 % et - 0,2 %). Dans les autres départements, le nombre de créations se réduit.

En 2013, le département du Rhône concentre une création sur trois, soit 18 000 entreprises créées. Il enregistre ainsi le plus fort taux de création de la région avec 16,0 %, suivi par l'Isère (15,5 %). À l'inverse, la Savoie et la Haute-Savoie ont les taux de création les plus bas de la région (11,8 % et 12,8 % respectivement).

Conformément aux évolutions nationales, la progression du nombre de créations d'entreprise individuelle (hors auto-entrepreneur) est prononcée dans tous les départements, excepté dans le Rhône. Dans ce département, les créations de ce type d'entreprise sont en recul de - 18,9 %, soit 800 entreprises de moins qu'en 2012. Dans les autres départements, les entreprises individuelles progressent fortement, notamment en Isère (+ 64,8 %).

Dans chaque département, une entreprise créée sur deux a le statut d'auto-entreprise. Toutefois, le nombre de créations se réduit par rapport à l'année 2012. Le Rhône est le seul à inscrire une hausse des auto-entreprises sur son territoire (+ 5,4 % entre 2012 et 2013).

Le nombre de créations de sociétés résiste en Isère, en Ardèche et en Haute-Savoie (+ 2,0 %, + 1,0 % et + 0,7 %). ■

Caroline Anguier, Insee Rhône-Alpes

Pour en savoir plus

- "PME, ETI et entreprises sous contrôle étranger sont plus présentes en Rhône-Alpes", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses* n° 193 - avril 2013.
- "Trois auto-entrepreneurs rhônalpins sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses* n° 189 - février 2013.

Les défaillances d'entreprise continuent de progresser

Les défaillances d'entreprise progressent dans la région en 2013. Tous les secteurs d'activité sont concernés, tous les départements également, à l'exception de la Savoie. Ce dernier département est le seul qui enregistre un recul des défaillances d'entreprise.

A lors que le nombre de créations recule sensiblement en 2013, le nombre de défaillances augmente : + 5,3 % par rapport à l'année 2012, soit un total de 6 700 entreprises défaillantes. Au niveau national, on constate également une augmentation, mais de moindre importance (+ 2,1 %).

Tous les départements ont enregistré une augmentation des cessations d'activité, à l'exception de la Savoie. Dans ce département, le nombre de défaillances baisse de - 0,7 % par rapport à 2012. À l'opposé, en Ardèche, le nombre d'entreprises en cessation progresse fortement de + 19,1 %.

Tous les secteurs d'activité sont touchés par cette hausse du nombre de défaillances. Celui du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration représente 38 % des entreprises défaillantes en Rhône-Alpes. Comparativement à l'année 2012, la progression est de + 6,4 %. En revanche, le nombre de défaillances dans les activités de services aux entreprises ne s'aggrave pas entre 2012 et 2013. ■

Caroline Anguier
Insee Rhône-Alpes

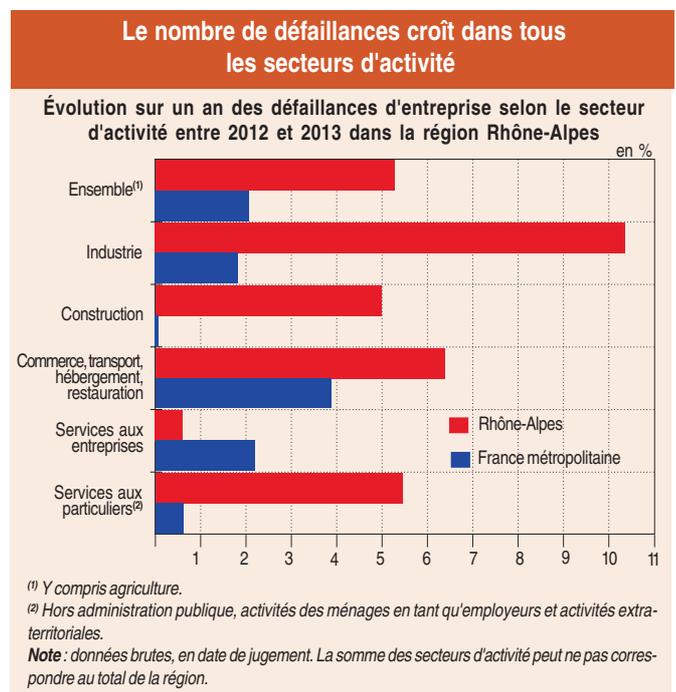
Une augmentation des défaillances plus forte en Rhône-Alpes qu'en France métropolitaine

Défaillances d'entreprise par département

	Défaillances 2013 en nombre	Évolution 2013/2012 en %
Ain	503	5,7
Ardèche	224	19,1
Drôme	514	5,3
Isère	1 394	4,5
Loire	906	13,4
Rhône	1 819	1,9
Savoie	541	-0,7
Haute-Savoie	750	6,7
Rhône-Alpes	6 651	5,3
France métropolitaine	60 787	2,1

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14)



Définition - Source

Défaillances

Les défaillances d'entreprise couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion de difficultés de paiement (des salaires, des fournisseurs, de l'URSSAF,...) ou encore avec celle, plus large, de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Source

Les statistiques de défaillances proviennent de la base de données Fiben administrée par la Banque de France. Le champ de ces données diffère de celui qui prévalait avec la source BODACC. En particulier, les séries intègrent désormais le secteur agricole. Toutefois, la saisonnalité des données trimestrielles est analogue à celle des défaillances issues de la source BODACC. Les données sont mises à jour et diffusées selon un rythme trimestriel.

Il existe dorénavant une différence de champ statistique entre les créations et les défaillances d'entreprise. En effet, les créations d'entreprise excluent le secteur agricole.

Les échanges commerciaux de la région Rhône-Alpes se sont détériorés

Confirmant le ralentissement de l'activité économique constaté fin 2012, les chiffres du commerce extérieur de la région Rhône-Alpes se détériorent de nouveau en 2013. Cette dégradation s'explique par une baisse des exportations (- 4,8 %) plus marquée que celle des importations (- 1,7 %).

En 2013, la région Rhône-Alpes a exporté pour un montant de 45,9 milliards d'euros. Si elle se place encore au deuxième rang des régions françaises derrière l'Île-de-France, elle enregistre une dégradation de près de 5 % du montant de ses exportations, soit plus de 3 points de plus qu'au niveau national.

Au niveau départemental, le poids de chacun des départements de la région n'est pas sensiblement modifié d'une année sur l'autre. Le Rhône, l'Isère et l'Ain représentent ensemble plus des deux tiers des échanges, tant pour les exportations que pour les importations.

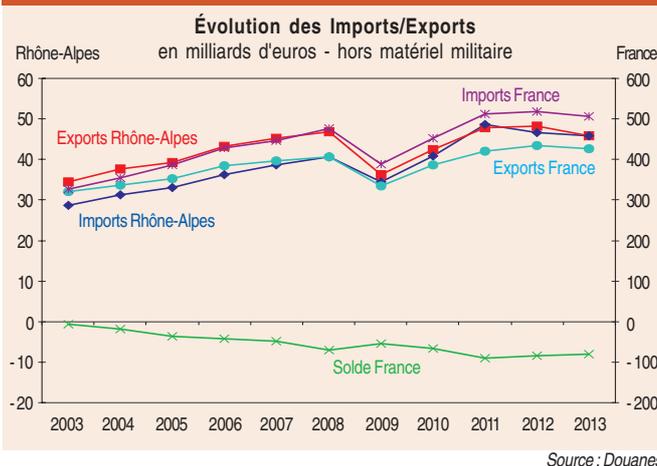
Les principaux groupes de produits vendus par la région restent par ordre d'importance décroissante les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques, le matériel électrique et les machines et

équipements d'usage général. Depuis 2012, la structure et l'ordre des principaux produits rhônalpins vendus n'ont donc pas connu de modification majeure.

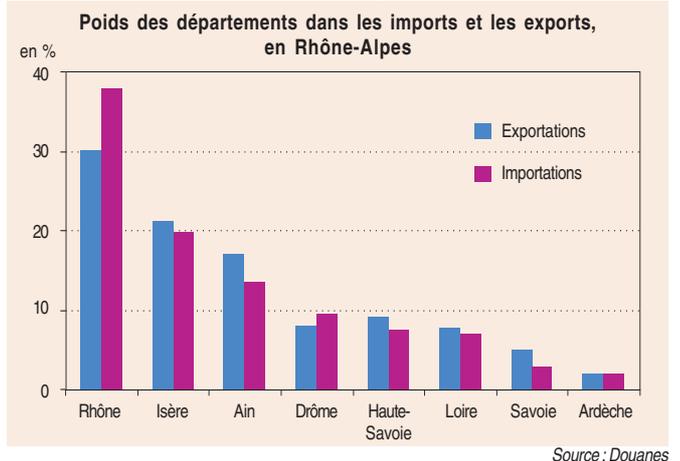
Rares sont les groupes de produits à ne pas enregistrer de baisse des ventes à l'export. Les produits non ferreux chutent de - 28,5 %. Les exportations de produits pharmaceutiques diminuent de plus d'un quart en valeur et représentent moins de 5 % du total régional. Les produits chimiques de base et ceux de la construction automobile baissent aussi sévèrement (- 8,3 % et - 14,3 % respectivement).

À l'import, les principaux secteurs sont les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques, le matériel électrique ainsi que les métaux non ferreux.

Exportations et importations baissent en Rhône-Alpes



Le Rhône et l'Isère représentent plus de la moitié des échanges



Les exportations de la région vers l'Italie et l'Espagne baissent significativement

Principaux partenaires commerciaux de Rhône-Alpes

Pays	Clients				Fournisseurs				Solde
	Millions deuros	Part en %	Évolution 2013/2012 en %	Évolution 2013/2010 en %	Millions deuros	Part en %	Évolution 2013/2012 en %	Évolution 2013/2010 en %	
Allemagne	6 847	14,9	-0,7	13,3	7 713	16,8	-2,5	26,4	-866
Italie	4 860	10,6	-9,4	8,4	6 737	14,7	-2,3	15,0	-1 876
Espagne	3 283	7,2	-8,5	11,9	2 533	5,5	-3,6	21,6	750
Royaume-Uni	2 908	6,3	4,7	19,9	1 452	3,2	-0,4	31,4	1 456
États-Unis	2 851	6,2	-13,4	-3,7	1 822	4,0	-4,6	-0,6	1 029
Belgique	2 435	5,3	6,4	8,7	2 049	4,5	-3,8	-11,2	386
Suisse	1 804	3,9	-10,6	4,6	1 800	3,9	-3,7	7,9	4
Chine	1 619	3,5	1,9	26,4	3 935	8,6	-0,2	14,8	-2 316
Pays-Bas	1 602	3,5	10,8	34,4	1 955	4,3	14,5	37,8	-353
Autres	17 672	38,5	-6,6	2,5	15 930	34,7	-2,2	5,9	1 742
Total	45 880	100,0	-4,8	7,9	45 925	100,0	-1,7	12,4	-44

Source : Douanes

La place des principaux clients et fournisseurs de la région Rhône-Alpes ne connaît pas de modifications majeures en 2013.

L'Union européenne (UE) reste le principal partenaire de la région avec 60,1 % de ses exportations et 60,8 % de ses importations. L'Allemagne et l'Italie, notamment, représentent à eux deux près d'un quart des exportations et un peu moins d'un tiers des importations. Mais l'excédent de la balance commerciale observé avec l'UE en 2012 (+ 58 millions) est devenu déficit en 2013 (- 358 millions d'euros). Pour la seule zone euro, le déficit s'est encore plus fortement détérioré, passant de - 1,4 milliard d'euros en 2012 à - 2,1 milliards d'euros en 2013.

Les échanges avec l'Asie, deuxième zone partenaire, restent stables mais affichent un déficit de - 1,2 milliard d'euros. La Chine, en particulier, maintient sa position de 3^e fournisseur de la région avec 9 % des importations. Les exportations vers le continent américain, 3^e destination à l'export, enregistrent une baisse des échanges par rapport à 2012 et un recul de l'excédent commercial de 28 % (+ 1,8 milliard d'euros en 2013 contre + 2,5 milliards d'euros en 2012). □

Les évolutions des importations s'avèrent moins négatives en valeur que celles des exportations. On citera tout de même les produits pharmaceutiques (- 9,2 %) et les produits chimiques divers (- 4,8 %). À noter l'augmentation positive des produits de la construction automobile (+ 6,1 %) et des équipements pour automobile (+ 2,0 %).

Michel Hermitte, Jacques Mercier
Directe Rhône-Alpes

Des échanges en baisse dans pratiquement tous les secteurs d'activité

Principaux échanges de la région Rhône-Alpes par produit en 2013 et variation par rapport à 2012

Produits	Exportations		Importations		Évolution 2013/2012 en %	
	Millions d'euros	% total	Millions d'euros	% total	Exports	Imports
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques	4 602	10,0	3 851	8,4	-8,3	0,0
Matériel électrique	3 758	8,2	2 283	5,0	-6,4	-2,5
Machines et équipements d'usage général	3 686	8,0	3 334	7,3	-2,3	-3,0
Composants et cartes électroniques	3 253	7,1	1 814	3,9	0,6	-3,5
Produits chimiques divers	2 713	5,9	2 265	4,9	-3,8	-4,8
Machines diverses d'usage spécifique	2 216	4,8	1 367	3,0	-2,7	-0,1
Produits pharmaceutiques	2 114	4,6	1 725	3,8	-26,1	-9,2
Métaux non ferreux	1 971	4,3	3 244	7,1	-28,5	-1,8
Équipements pour automobiles	1 956	4,3	1 314	2,9	2,2	2,0
Produits de la construction automobile	1 791	3,9	2 265	4,9	-14,3	6,1
Produits en plastique	1 444	3,1	1 438	3,1	4,3	-0,9
Autres	16 377	35,7	21 025	45,8	2,2	-1,7
TOTAL	45 880	100,0	45 925	100,0	-4,8	-1,7

Source : Douanes

Des productions impactées par une météo chaotique

En 2013, la météo joue les trouble-fêtes. Les récoltes s'en trouvent largement impactées. Les prix à la production progressent, excepté en grandes cultures. Les livraisons de lait de vache baissent, alors que les prix enregistrent une progression très importante au second semestre pour atteindre un niveau record en fin d'année.

Une année froide et humide. En 2013, le froid sévit une grande partie de l'année. Juillet, septembre, octobre et décembre se démarquent avec des températures élevées. Les précipitations sont abondantes et culminent en mai. Au contraire, juin, août et septembre sont des mois secs. Cette météo perturbe l'activité agricole et affecte le potentiel de récolte des productions.

Le prix du lait atteint des sommets. Après un an de baisse, le prix du lait payé au producteur rhônalpin connaît une progression ininterrompue à partir du mois d'avril. Il enregistre un niveau record en septembre à 0,418 euro/litre. Corrélée à cette augmentation du prix du lait, à la bonne récolte estivale de fourrages et aux coûts des aliments en baisse, la production laitière augmente à partir de l'été. Pour autant, les livraisons ne retrouvent pas, sur l'année, leur niveau de 2012. Avec 13,9 millions d'hectolitres, elles reculent de -2,2%. En revanche, les fabrications de yaourts augmentent de +3%. Les tonnages de fromage baissent de -1%. Les

livraisons de lait de chèvre diminuent légèrement de -0,7% par rapport à 2012. Le prix augmente fortement, de +8%.

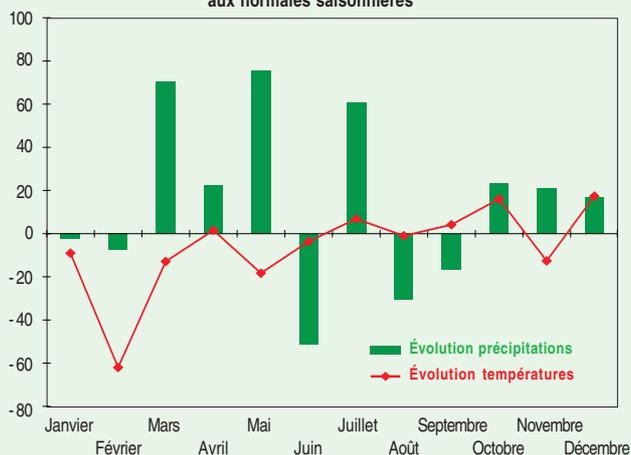
Après les conditions climatiques déplorables du printemps, le soleil et la chaleur arrivent à temps pour favoriser le remplissage des grains des céréales. La moisson, tardive de céréales à paille est convenable, mais hétérogène et en deçà des moyennes quinquennales. **L'année est particulièrement difficile pour le maïs.** Les semis sont victimes de l'humidité excessive du mois de mai. À l'inverse, l'été, caractérisé par une pluviométrie déficitaire, pénalise les parcelles non irriguées. Les récoltes, laborieuses en raison du retour des pluies, s'éternisent jusqu'à Noël. Au final, la récolte de maïs recule de -13% par rapport à 2012. Celle de blé tendre diminue de -4%. Pour les oléagineux, la récolte de colza est également marquée par une hétérogénéité des rendements et la production recule de 11%. La fin de moisson est très difficile pour le tournesol et la production est médiocre, -30%. Les abondantes disponibilités mondiales entraînent **la chute des prix des céréales**, après la flambée de 2012. Le cours du maïs -rendu Bordeaux- perd 60 euros/tonne entre le début et la fin de l'année et celui du blé tendre -rendu Rouen- 45 euros/tonne. Les prix restent néanmoins à un niveau élevé.

Des légumes rares et chers. La fraîcheur des températures retarde l'arrivée des légumes de printemps. Le déficit de production, aggravé par les pluies, touche spécialement les légumes de plein champ. La chaleur retrouvée mi-juillet dynamise la demande. Les volumes de productions augmentent. Les cours, élevés jusque-là, reculent. La situation est particulièrement difficile pour la tomate. L'offre croît de façon constante à l'automne. Le froid de novembre rend laborieuses les dernières récoltes de plein champ. Les prix grimpent de +10 à +15% en un mois.

Le retard végétatif est très marqué en production fruitière. La pluie et la fraîcheur de mai provoquent de nombreuses chutes physiologiques. Cerises et abricots précoces présentent une prédominance de petits calibres

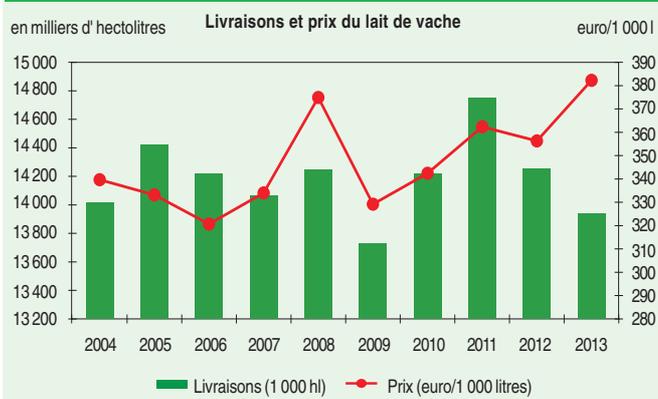
Une climatologie perturbée

Écart en % de la pluviométrie et des températures 2013 par rapport aux normales saisonnières



Source : Météo France

Malgré un prix record, les livraisons se réduisent encore en 2013



Source : Agreste

liés au manque de chaleur. Télescopage entre variétés et origines et météo capricieuse perturbent la campagne cerise. Vers la mi-juin, le marché engorgé entraîne une chute des prix de - 30 %. En juillet, les orages de grêle dans la Drôme affaiblissent encore la production d'abricots et de pêches, déficitaire de - 10 à - 15 % par rapport à la moyenne quinquennale. La demande soutenue et la bonne qualité des fruits permettent toutefois un niveau de prix supérieur de + 15 à + 25 % à celui de 2012. La récolte de pommes et de poires est faible. Les ventes sont souvent difficiles, à des prix inférieurs de - 10 à - 20 % à ceux de l'année précédente. De fortes pluies perturbent le ramassage des châtaignes et des noix, altérant la qualité et rallongeant le temps de séchage. Cependant, les fruits de belle qualité s'écoulent à des prix satisfaisants et le bilan fruits à coque est positif.

Fraîcheur, humidité, orages, affectent les vignobles cette année. Coulure (chute des fleurs ou des jeunes baies) et millerandage (baies de petite taille) causent des pertes importantes. **La vendange 2013 est modeste**, mais supérieure à celle de 2012, historiquement basse. Elle progresse de près de + 12 % pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) et perd - 6 % pour les vins à indication géographique protégée (IGP). Dans ce contexte d'offre limitée, les cours flambent sur le marché du vrac. Les prix du millésime 2012 vendus lors de la campagne 2012-2013 augmentent par rapport à la campagne précédente de + 43 % pour le Beaujolais et de + 5,3 % pour le Côtes du Rhône régional. Le début de la campagne 2013-2014 est prometteur : les cinq premiers mois affichent des prix en hausse de + 15 % pour le Côtes du Rhône millésime 2013. Les cours des Beaujolais sont au-dessous des prix exceptionnels de 2012, mais demeurent d'un bon niveau.

La production fourragère est légèrement au-dessus de la moyenne. Dans les prairies, les mauvaises conditions printanières sont partiellement compensées par un été plus favorable à la pousse de l'herbe. Des stocks de fourrage conséquents sont ainsi constitués. Comme en 2012, la qualité des foin n'est pas toujours au rendez-vous. Il en est de même pour les ensilages de maïs qui se terminent avec

d'exécrables conditions météorologiques et obtiennent des rendements inférieurs à la moyenne et une qualité médiocre.

Les viandes affichent des prix en hausse. Après un premier semestre marqué par des cours élevés pour les gros bovins, un retournement de tendance est observé fin juillet. Les cours plongent alors jusqu'en fin d'année. Globalement, sur l'année, les cotations montrent une hausse de + 9,9 % pour la viande de vache, + 11,4 % pour la génisse et + 0,8 % pour les jeunes bovins. Le cours du veau de boucherie recule de près de - 1 % en "rose clair". Sur un an, les cours de la viande de porc gagnent deux centimes par kilo en moyenne. La plus forte hausse est enregistrée début septembre, avec une cotation à 1,95 euro/kg. Le contexte climatique, une demande à l'export en hausse et une production inférieure à la demande, permettent d'atteindre ces sommets. Après l'été, les cours s'effondrent tandis que les éleveurs sont confrontés à des coûts de production élevés. La cotation termine l'année à 1,58 euro/kg net contre 1,65 euro/kg fin 2012. En lien avec une offre limitée, le cours des agneaux s'établit à 6,44 euros/kg, ce qui correspond à une hausse supérieure à + 5 %.

Pôle conjoncture - Service régional de la statistique, de l'information et de la prospective
Draaf Rhône-Alpes

En 2013, les prix agricoles à la production progressent sauf pour les grandes cultures

Indices bruts des prix agricoles à la production (Ippap)

	Indice moyen annuel, base 100 en 2010		
	2011	2012	2013
Indices des prix des produits agricoles à la production	112,4	119,2	120,8
Produits végétaux sauf fruits et légumes	119,0	125,2	124,4
Céréales	134,7	143,1	129,7
Vins	105,7	108,3	118,9
Oléagineux	118,0	134,5	104,5
Animaux et produits animaux	108,8	115,5	119,0
Gros bovins	107,0	122,3	128,8
Veaux	105,7	108,1	110,6
Porcins	113,0	124,2	126,3
Ovins	104,7	108,0	115,5
Lait	107,7	104,6	111,5
Fruits et légumes frais	90,5	102,0	108,9
Fruits frais	96,5	108,6	123,3
Légumes frais	86,4	97,6	99,3

Sources : Agreste, Insee

Pour en savoir plus

- Le site Internet de la DRAAF Rhône-Alpes : www.draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr
- Le site Internet du SSP : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Une activité au ralenti dans le bâtiment comme dans les travaux publics

Avec la baisse des ventes de logements neufs à destination des particuliers et la diminution de la commande publique en provenance des bailleurs sociaux, la construction de logements est restée très modeste en Rhône-Alpes en 2013. Le segment des locaux d'activité ne s'est pas montré plus dynamique. Dans l'entretien-amélioration, certains dispositifs d'aide ont permis le maintien de l'activité, mais l'année s'est avérée décevante pour les travaux publics. Dans ces conditions, le secteur des matériaux n'a pu que marquer le pas.

La construction neuve de logements s'est montrée peu dynamique en Rhône-Alpes comme dans l'ensemble de l'hexagone en 2013. Seules 38 900 mises en chantier de logements ont été enregistrées dans la base Sitadel du SOeS, soit une baisse de - 5 % par rapport à 2012. Côté autorisations, la baisse du nombre des décisions favorables a atteint - 7 % par rapport à 2012, laissant peu d'espoir à une reprise prochaine des mises en chantier. Plus élevées que les mises en chantier du fait des difficultés rencontrées par les promoteurs et les particuliers pour finaliser leurs projets, les autorisations ont concerné 52 700 logements en 2013.

Sur le segment de la construction à destination des particuliers, les ventes de logements neufs ont connu un

repli particulièrement marqué en Rhône-Alpes. Selon l'enquête sur la commercialisation des logements neufs du SOeS, qui porte sur les programmes d'au moins 5 logements destinés à ce public, 12 800 maisons et appartements seulement ont été réservés dans la région au cours de l'année, soit une diminution de - 12 % par rapport à 2012 alors que la baisse n'a été que de - 1 % au niveau national. De surcroît, le nombre d'annulations s'est maintenu à un niveau élevé, atteignant 10 % des réservations, un ratio qui n'avait pas été atteint depuis début 2009. Dans ce contexte, les promoteurs ont limité les mises sur le marché de nouveaux programmes. 16 200 logements ont été ouverts à la vente en 2013, soit un repli de - 12 % par rapport à 2012. Mais avec des mises sur le marché restant plus nombreuses que les réservations, le stock de logements disponibles a continué

à progresser. 17 600 logements étaient proposés dans les catalogues des promoteurs fin 2013 en Rhône-Alpes, soit 18 % de plus que fin 2012. En fin d'année, il fallait en moyenne 18 mois pour vendre un appartement et 22 mois pour une maison. Le marché atteignant un niveau de saturation, les prix moyens des logements neufs se sont inscrits à la baisse. En appartement, il fallait compter en moyenne 3 640 euros le mètre carré en Rhône-Alpes, hors stations de montagne, fin 2013, soit 0,4 % de plus, en monnaie courante, qu'en 2012.

Pour les ménages achetant dans le but de se loger, le bas niveau des taux d'intérêt et la stabilisation des prix auraient pu constituer des critères incitatifs. Mais avec les incertitudes pour l'emploi liées à la situation économique et le durcissement des critères d'octroi du crédit aux acquéreurs, leur nombre s'est réduit. 9 700 logements neufs

Les autorisations de logements neufs en net repli dans la Drôme, le Rhône et la Savoie

Logements autorisés par département

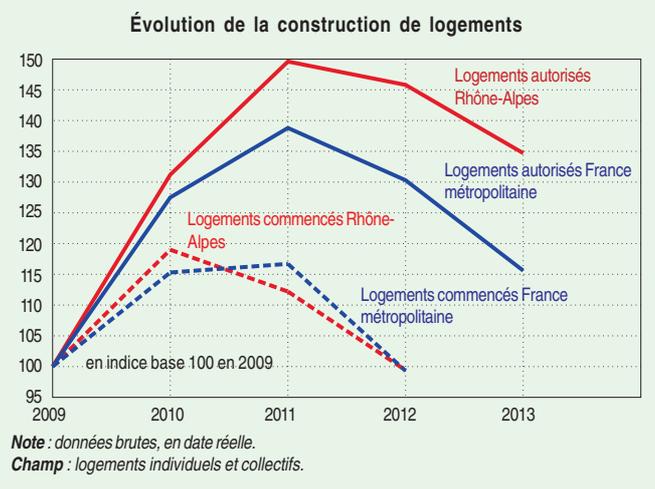
	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Ensemble		
	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Évolution annuelle moyenne 2012/2007*
Ain	2 816	2,0	3 191	4,6	6 007	3,3	-2,1
Ardèche	1 756	4,2	563	8,7	2 319	5,3	-7,4
Drôme	2 178	-13,2	1 289	-16,5	3 467	-14,4	-0,6
Isère	3 748	-8,1	5 841	5,8	9 589	-0,1	-2,6
Loire	2 158	-12,2	1 866	-4,6	4 024	-8,8	-2,8
Rhône	3 131	-4,1	9 666	-22,6	12 797	-18,8	1,1
Savoie	1 648	3,8	2 308	-30,4	3 956	-19,3	-6,0
Haute-Savoie	3 119	-3,2	7 403	4,5	10 522	2,1	-1,6
Rhône-Alpes	20 554	-4,7	32 127	-9,4	52 681	-7,6	-1,9
France métropolitaine	171 851	-10,9	209 512	-11,6	381 363	-11,3	-2,2

* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes, en date réelle. Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2.

Une nouvelle baisse de la construction neuve de logements



Source : SOeS, Sit@del2

ont été acquis pour habiter en 2013 selon l'enquête, en baisse de - 10 % par rapport à 2012. Pour les primo-accédants, le prêt à 0 %, qui avait rencontré un premier coup d'arrêt en 2012 lors de la mise sous condition de ressources du dispositif, a connu un nouveau repli avec la clause de respect de la réglementation thermique 2012. Si les statistiques du quatrième trimestre 2013 confirment celles des trois premiers, 3 700 prêts seulement auront été accordés au cours de l'année en Rhône-Alpes, un chiffre qui avait atteint 39 100 deux ans auparavant.

Côté investisseurs, le paysage législatif mouvant n'a pas incité les particuliers à franchir le pas. Selon les résultats de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs, le démarrage du "Duflot", qui a remplacé le "Scellier" en 2013, est resté relativement modeste. 3 100 réservations 2013 ont été identifiées par les promoteurs comme relevant de l'investissement locatif en Rhône-Alpes, en baisse de - 18 % par rapport à 2012. Il est vrai que les incertitudes en 2013 sur les projets du gouvernement concernant la protection des locataires dans le cadre de la loi ALUR¹ ont pu inciter certains investisseurs à différer leurs projets.

Dans le parc public, où les statistiques de mise en service de 2013 ne sont pas encore connues, l'activité de construction générée par les bailleurs sociaux représentait 7 400 logements en 2012. Le chiffre 2013 pourrait être inférieur compte tenu de l'évolution des financements consacrés par l'État aux opérateurs pour la mise en service de logements sociaux, dont une partie se traduit à terme par de la construction neuve. Ces financements ont atteint 12 400 logements en 2013, en baisse de - 3 % par rapport à 2012.

¹ La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), instaurant notamment l'encadrement des loyers dans les zones tendues, a été adoptée par le Parlement le 20 février 2014.

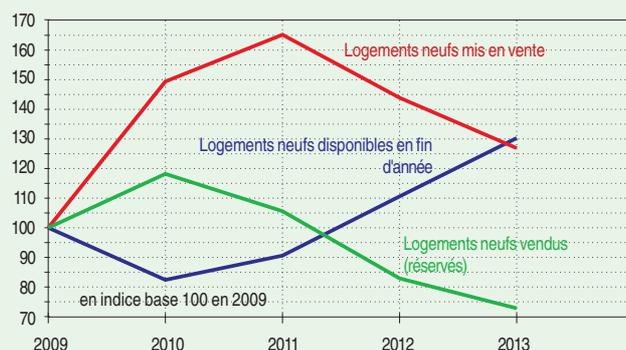
Les mises en chantier de locaux d'activité ont augmenté de + 3 % par rapport à 2012. Mais à 2 610 000 m² de surface de plancher commencée, elles sont restées de 30 % inférieures au niveau moyen des années 2000. Une tendance qui devrait se confirmer avec des autorisations en hausse de + 4 % par rapport à 2012.

Le secteur de l'entretien-amélioration de bâtiments, qui représente 55 % du chiffre d'affaires du secteur du bâtiment en Rhône-Alpes, a également rencontré des difficultés. Les chefs d'entreprise rhônalpins ont globalement jugé leur activité en dessous de la normale au cours de l'année. Le secteur des locaux a été particulièrement touché. En revanche côté logements, plusieurs dispositifs ont contribué à soutenir la filière. Le programme "Habiter Mieux" de l'ANAH s'est montré particulièrement dynamique fin 2013. Dans le même temps, les demandes de labellisations BBC rénovation pour les logements ont progressé. Dans le parc public, l'éco-prêt logement social (éco-PLS) a permis la rénovation de 4 380 logements en 2013. Après un passage à vide en 2012, ce dispositif, plus incitatif après les dispositions adoptées en début d'année, a retrouvé un niveau d'activité proche de celui de ses débuts. En revanche, avec seulement 3 310 prêts délivrés du quatrième trimestre 2012 au troisième trimestre 2013, les éco-PTZ ont connu une baisse de - 3 % en rythme annuel.

Sur le segment des travaux publics, après une année en demi-teinte, le chiffre d'affaires est en deçà de ce qui pouvait être attendu en période pré-électorales, années habituellement favorables à la filière. En effet, les commandes des collectivités, souvent en difficultés financières, sont restées inférieures aux attentes. L'ensemble des indicateurs se sont dégradés : opinion des chefs d'entreprise sur leur activité, carnets de commandes, délais de paiement, prix et effectifs prévisionnels, une situation qui selon les professionnels pourrait tarder à s'améliorer compte tenu de l'attentisme post-électoral.

Des ventes de logements neufs de nouveau en repli

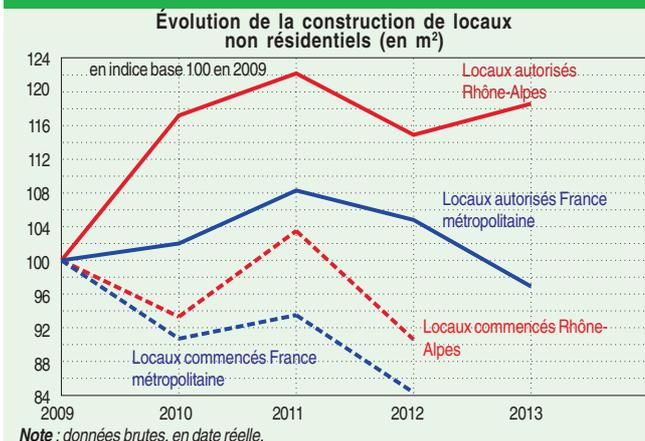
Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Rhône-Alpes



Note : données brutes.
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN

Des autorisations de locaux en hausse



Note : données brutes, en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2

La filière matériaux n'a pu être qu'impactée par les difficultés du secteur de la construction. Par rapport au point haut de 2007, la production de béton a accusé un recul de - 30 % en 2013 alors que les granulats diminuaient de - 15 % et que la baisse atteignait - 12 % pour le béton prêt à l'emploi.

Dans cette conjoncture incertaine, l'emploi dans le secteur de la construction s'est inscrit à la baisse. Le nombre moyen de salariés des quatre derniers trimestres connus, du quatrième trimestre 2012 au troisième trimestre 2013, a diminué de - 4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Inversement, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A ayant indiqué une activité antérieure dans le secteur du BTP a progressé de + 4 % pour atteindre 27 600 personnes en décembre 2013. ■

Yves Pothier, Dreal Rhône-Alpes
Stéphanie Pépin
Cellule économique Rhône-Alpes -
Observatoire régional du BTP

Pour comprendre les résultats

Sources :

- Construction neuve : SOeS-Sit@del2 (données mise en chantier en date de prise en compte, données autorisations en date réelle) ;
- Commercialisation des logements neufs : SOeS-ECLN ;
- PTZ+ et éco-PTZ : SGFGAS ;
- Parc locatif social : SOeS-RPLS ;
- Eco-PLS : Dreal ;
- Emploi : Insee-Epure ;
- Demande d'emploi : Direccte ;
- Suivi activité de BTP : CERA.

Un fort développement des autorisations de locaux agricoles

Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

	Rhône-Alpes			France métropolitaine	
	Surfaces autorisées en 2013 en milliers de m²	Évolution 2013/2012 en %	Évolution annuelle moyenne 2012/2007* en %	Évolution 2013/2012 en %	Évolution annuelle moyenne 2012/2007* en %
Artisanat	227	0,4	ns	-8,9	ns
Bureaux	523	1,7	-4,0	-5,6	-1,0
Commerce	475	2,3	0,3	-9,2	-0,8
Entrepôt	445	-19,5	-1,1	-23,8	9,1
Exploitation agricole ou forestière	729	40,1	-1,5	5,1	-0,5
Hébergement hôtelier	107	-2,1	5,5	-15,2	6,5
Industrie	409	-7,7	-18,7	-21,3	-16,3
Service public ou d'intérêt collectif	754	4,3	-1,3	-3,7	-4,8
Ensemble	3 669	3,3	-3,9	-7,5	-2,0

* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes, en date réelle. ns : non significatif

Source : SOeS, Sit@del2.

Définitions

La base Sit@del2 dont sont issus les résultats de la construction est élaborée à l'aide des informations déclarées par les pétitionnaires dans les formulaires. Les informations relatives aux autorisations sont transmises par les services instructeurs ; leur remontée intervient dans les six mois après le prononcé. Les déclarations de mises en chantier sont à l'initiative des pétitionnaires ; leur remontée intervient dans les dix-huit mois après l'ouverture de chantier.

- **En date de prise en compte (DPC)**, chaque événement (autorisation, mise en chantier) est rattaché à la date à laquelle il est intégré dans la base de données Sit@del2, laquelle peut être postérieure de plusieurs mois à la date réelle de l'événement. Cette série est utilisée en évolution sur les périodes les plus récentes pour étudier la conjoncture. Cette série n'étant pas révisée dans le temps, le cumul annuel en date de prise en compte est par conséquent la somme des données publiées sur les douze mois d'une année civile (ou douze mois « glissants »). En revanche, des écarts avec la réalité peuvent être constatés en fonction des remontées d'informations de la part des services instructeurs et/ou des pétitionnaires.

- **Les séries en date réelle (DR)** rattachent chaque événement (autorisation, mise en chantier) au mois au cours duquel il s'est effectivement produit. Compte tenu des délais de remontée des informations, les chiffres en date réelle sont susceptibles de révision chaque mois. La stabilisation des résultats intervient généralement dans les six mois pour les autorisations et dans les dix-huit mois pour les mises en chantier. Ces données reflètent mieux la réalité de la construction dans le temps et doivent être utilisées pour toutes les études structurelles sur l'historique de la construction.

Une bonne année grâce à l'hôtellerie et à la clientèle étrangère

En 2013, 27,4 millions de nuitées ont été réalisées dans les hôtels et dans les campings de Rhône-Alpes. L'évolution globale de + 1,4 % par rapport à 2012 montre une hausse de la fréquentation dans l'hôtellerie (+ 2,3 %), alors que les campings connaissent une très légère baisse (- 0,5 %). La fréquentation étrangère poursuit sa progression (+ 3,6 %), au bénéfice des hôtels (+ 8 %), alors que dans les campings, l'évolution est négative (- 1,6 %). L'année 2013 se caractérise par deux bonnes saisons (hiver et été) dans l'hôtellerie et une saison d'été plus mitigée dans l'hôtellerie de plein air.

La région Rhône-Alpes, 3^e région touristique française après l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, enregistre 18,5 millions de nuitées hôtelières en 2013. **Si la fréquentation hôtelière stagne au niveau national (- 0,2 %) - l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur suivant cette tendance - Rhône-Alpes se singularise avec une augmentation de + 2,3 %.**

La région connaît une évolution positive grâce à des arrivées plus nombreuses (+ 5,3 %), principalement les arrivées étrangères (+ 11,5 %), qui ont entraîné une progression forte du volume des nuitées étrangères (+ 8 %). La part de

la clientèle étrangère progresse ainsi chaque année (+ 1,4 point en 2013, + 1,1 point en 2012) et ce dans tous les départements de Rhône-Alpes. Le Royaume-Uni (21 % des nuitées étrangères) et la Suisse (9 %) sont les deux pays d'origine les plus représentés ; leur présence est particulièrement forte dans le sillon alpin et dans le Rhône. En 2013, ils sont venus encore plus nombreux, avec un nombre d'arrivées en hausse respectivement de + 7,9 % et + 9,9 %, générant une augmentation de leurs nuitées de + 6,1 % et + 8,6 %. Les touristes belges, qui représentent 11,7 % des nuitées étrangères, sont également venus plus nombreux (+ 7,7 %), mais le nombre de nuitées induites n'a pas évolué (- 0,4 %). Enfin, le nombre de touristes américains (États-Unis) augmente (+ 24,9 %), avec un volume de nuitées qui croît de + 21 %.

L'offre hôtelière s'étoffe encore en 2013 (+ 1,9 %) ; les départements du Rhône, de l'Isère et de l'Ain y contribuent plus particulièrement avec une progression de l'offre respectivement de + 4,0 %, + 3,7 % et + 2,7 %. Le nombre total de chambres occupées progresse également dans l'ensemble des départements de la région (sauf dans la Loire où l'offre n'a pas évolué). Le taux d'occupation global dans la région est de 57,4 % (progression de 0,8 point par rapport à 2012). Il augmente dans les départements de la Haute-Savoie (+ 2,2 points), l'Ardèche (+ 1,9 point) et la Drôme (+ 1,8 point) et baisse dans le département de la Loire (- 2,3 points).

En 2013, **avec ses 4,8 millions de nuitées** (en hausse de + 3,6 %), **le département du Rhône conserve sa place de leader** en termes de fréquentation hôtelière, suivi par la Haute-Savoie (4,4 millions). Les départements de l'Ain (+ 3,5 %), de la Drôme (+ 2,8 %) et de la Savoie (+ 2,8 %) viennent également soutenir le bon résultat régional. La part de la clientèle "affaire" baisse de 4 points dans le département du Rhône où elle atteint 63 % de l'ensemble des nuitées ; elle reste toutefois bien supérieure à la moyenne régionale (43 %).

Le Rhône maintient sa place de leader en termes de fréquentation hôtelière

Nombre de nuitées dans les hôtels par département

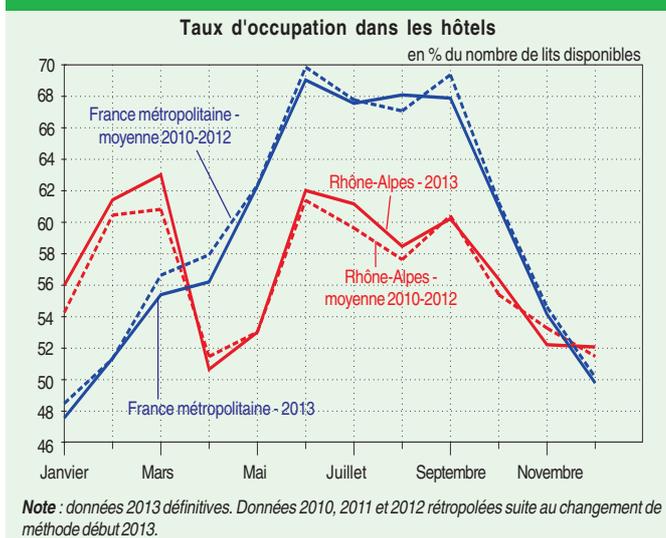
	Nuitées 2013 en milliers	Évolution 2013/2012 en %	Évolution annuelle moyenne 2012/2010 (*) en %	Part des nuitées effectuées en 2013 par une clientèle étrangère en %
Ain	1 152	3,5	4,4	24,1
Ardèche	513	-2,0	1,9	20,1
Drôme	1 131	2,8	-3,8	21,1
Isère	2 285	1,5	2,7	21,7
Loire	736	-4,2	0,4	15,5
Rhône	4 765	3,6	4,1	22,8
Savoie	3 483	2,8	3,1	34,7
Haute-Savoie	4 433	2,2	2,9	32,5
Rhône-Alpes	18 498	2,3	2,7	26,8
France métropolitaine	197 878	-0,3	1,4	36,4

(*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 rétropolées suite au changement de méthode début 2013.

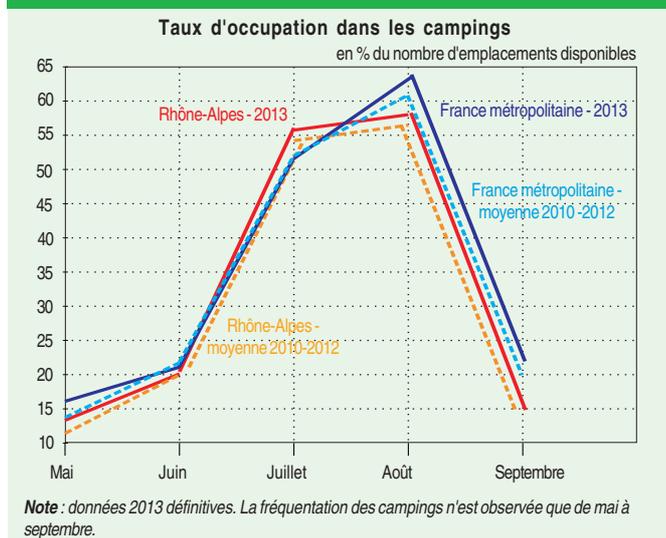
Source : Insee, DGCS, partenaires régionaux

Une saisonnalité très marquée en Rhône-Alpes



Sources : Insee, DGCI, partenaires régionaux

Bon remplissage des campings en 2013



Sources : Insee, DGCI, partenaires régionaux

Dans l'hôtellerie, les saisons touristiques d'hiver (décembre 2012 à avril 2013) et d'été (de mai à septembre 2013) représentent 16,3 millions de nuitées.

Cette année, les deux saisons profitent d'une meilleure fréquentation avec une hausse du volume de nuitées de + 1,2 % pour la saison d'hiver et de + 4,5 % pour la saison d'été. Ces évolutions positives sont essentiellement le fait de l'arrivée de touristes étrangers en plus grand nombre en hiver (+ 11 % et + 6,1 % pour les nuitées induites), comme en été (+ 12 % et + 10,5 % pour les nuitées induites).

En saison d'hiver, ce sont les hôtels de l'Ain (+ 8 %) qui connaissent l'augmentation la plus forte suivis par ceux du Rhône (+ 6 %) et de la Savoie (+ 2,5 %). La clientèle étrangère, qui représente 28,6 % des nuitées de la saison, explique cette hausse (+ 6,1 %), la clientèle française baissant de - 0,7 %.

En saison d'été, la hausse est également conséquente.

Après une progression annuelle moyenne de + 4 % depuis 2010, la fréquentation totale des campings affiche une très légère baisse (- 0,5 %) en Rhône-Alpes par rapport à 2012. C'est à l'opposé de la tendance nationale qui montre une augmentation du nombre d'arrivées (+ 2,1 %) et des nuitées induites (+ 2,8 %). Le nombre d'arrivées fléchit légèrement (- 0,9 %), touchant principalement les emplacements nus (- 3,3 %). Cette baisse concerne autant la clientèle française (- 2,5 %) que la clientèle étrangère (- 4 %). A contrario, les arrivées sur les emplacements équipés continuent leur progression tant pour les touristes français (+ 5,9 %) que pour les touristes étrangers (+ 5 %). Les durées moyennes de séjour restent stables, autour de 5 jours. Les campeurs néerlandais représentent toujours la moitié des arrivées étrangères, très loin devant les Allemands (14,9 %) et les

Belges (11,6 %). Avec un total de 8,9 millions de nuitées en 2013, le camping rhonalpin constitue 52,5 % des nuitées estivales de la région. La part des nuitées étrangères y est de 44,2 %. Comme pour les arrivées, la baisse du volume des nuitées concerne uniquement les emplacements nus (- 2,6 %).

Cette saison estivale moyenne se retrouve surtout dans l'Ain et la Savoie (- 2,6 % et - 2,1 % de baisse de fréquentation) et, dans une moindre mesure, dans la

La fréquentation stagne en 2013 après plusieurs années de hausse

Nombre de nuitées dans les campings par département

	Nuitées 2013 en milliers	Évolution 2013/2012 en %	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 en % (*)	Part des nuitées effectuées en 2013 en %	
				par une clientèle étrangère	sur emplacements locatifs
Ain	462	-2,6	10,7	51,2	27,2
Ardèche	3 703	-1,1	3,4	43,1	42,3
Drôme	1 487	-1,2	10,0	48,5	34,8
Isère	818	1,2	2,4	46,8	35,3
Loire	///	///	3,6	35,2	22,3
Rhône	///	///	3,4	44,7	34,2
Savoie	680	-2,1	-0,1	34,5	21,9
Haute-Savoie	1 437	0,6	1,7	43,8	29,2
Rhône-Alpes	8 870	-0,5	4,1	44,2	35,5
France métropolitaine	108 722	2,8	0,9	34,5	46,3

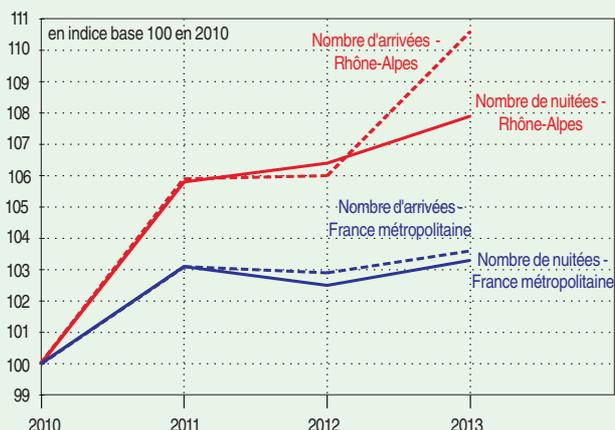
Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee, DGCI, partenaires régionaux

Forte augmentation du nombre d'arrivées en 2013

Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels et les campings



Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 rétropolées suite au changement de méthode début 2013. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee, DGCS, partenaires régionaux

Drôme et dans l'Ardèche (- 1,0 % et - 1,1 %). Toutefois, sur l'ensemble de la région, le niveau des nuitées 2013 reste supérieur à celui de 2011.

Un mois de mai au calendrier favorable aux week-ends prolongés a permis aux campings d'enregistrer une hausse du volume de nuitées de + 4,6 % par rapport au mois de mai précédent : c'est le seul mois de la saison qui présente une évolution positive. Le mois d'août, où la fréquentation est la plus forte, a connu une très légère baisse (- 0,1 %).

En 2013, l'offre en emplacements augmente : modestement pour les emplacements nus (+ 0,9 %), plus fortement pour les emplacements équipés (+ 5 %) confirmant ainsi une tendance déjà ancienne. Néanmoins, les "emplacements nus" hébergent encore 64,5 % des nuitées en camping. La part de la clientèle française continue de baisser sur ce type d'emplacement (55,4 % en 2013 contre 57,0 % en 2012). Cette dernière penche pour les emplacements locatifs. En revanche, trois touristes étrangers sur quatre préfèrent les emplacements nus.

Note concernant la nouvelle homologation des hôtels et des campings

Un nouveau classement des hôtels et campings est intervenu en juillet 2009. Les établissements ont eu 3 ans pour se mettre aux normes et demander leur nouvelle homologation.

Le champ de nos enquêtes a donc fait cohabiter, pendant ce temps, des établissements ayant obtenu leur nouvelle homologation et ceux ne l'ayant pas encore demandée.

Par conséquent, il ne nous permet pas de comparer les données par catégorie d'étoiles des hôtels et des campings.

Une augmentation de la fréquentation portée par la clientèle étrangère

Fréquentation des hôtels et des campings

	Rhône-Alpes		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées (en milliers)	10 458	1 732	109 335	20 093
- Français	8 052	1 016	75 987	12 717
- Étrangers	2 406	716	33 348	7 376
Nuitées (en milliers)	18 498	8 870	197 878	108 722
- Français	13 534	4 952	125 886	71 255
- Étrangers	4 964	3 918	71 992	37 467
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,8	5,1	1,8	5,4
- Français	1,7	4,9	1,7	5,6
- Étrangers	2,1	5,5	2,2	5,1

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux.

L'offre touristique est également composée d'autres types d'hébergement. Ce sont les résidences de tourisme, les villages vacances, les maisons familiales ou les auberges de jeunesse.

En Rhône-Alpes, on enregistre en 2013 une légère baisse de la fréquentation pour ces hébergements (les données de décembre ne sont pas encore définitives).

Les résidences de tourisme représentent 77,3 % des nuitées totales, avec une baisse de fréquentation réduite dans ce type d'hébergement (- 0,6 %). Par contre, la diminution est plus forte dans les villages vacances et maisons familiales (- 2,6 %) et dans les auberges de jeunesse (- 2,4 %).

La baisse de la fréquentation est effective pour les touristes français (- 2 %) alors que la fréquentation étrangère connaît une très légère augmentation (+ 0,4 %). ■

Christine Bois, Insee Rhône-Alpes

Pour comprendre les résultats

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie est réalisée mensuellement auprès des hôtels de France métropolitaine classés tourisme (0 à 5 étoiles), possédant au moins 5 chambres, et des hôtels de chaîne non classés. En Rhône-Alpes, il s'agit d'une enquête par sondage.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est réalisée mensuellement de mai à septembre auprès des campings classés tourisme (1 à 5 étoiles) et possédant au moins un emplacement de passage. Cette enquête est réalisée par sondage depuis 2013.

Pour en savoir plus

Pour des données conjoncturelles sur le tourisme, voir sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.insee.fr/fr/regions/rhone-alpes/default.asp?page=conjoncture/hotelierie.htm>

Ou pour des données structurelles à l'adresse suivante :

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=13&sous_theme=5&nivgeo=8

Baisse de l'activité dans les transports et les déplacements

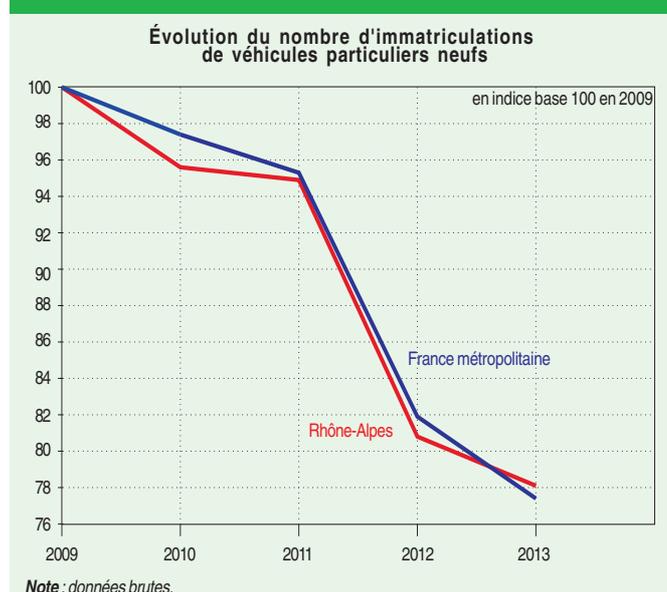
Dans un contexte économique global peu dynamique, l'activité est restée très modérée dans le secteur des transports en Rhône-Alpes en 2013. Côté marchandises, tous les principaux modes de transport, route, fer, eau, ont connu une activité en retrait par rapport à 2012. Le trafic voyageurs par rail a également diminué ; seuls les transports aériens ont continué leur expansion, essentiellement sur le segment du low cost. Dans ces conditions, l'emploi du secteur s'est inscrit à la baisse.

2013 ne restera pas comme une année faste pour l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage. Même si l'année s'est terminée sur une note plus favorable, la moyenne des effectifs des quatre trimestres s'est située en net repli par rapport à 2012 avec une baisse de - 0,4 %, plus importante que celle de l'ensemble de l'Hexagone. Fin 2013, cette activité comptait 137 000 personnes en Rhône-Alpes. 850 entreprises de transport ont été créées entre le quatrième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013, soit une progression de + 10 % par rapport à la même période de l'année précédente, similaire à celle du niveau national (+ 9 %), ne reflétant pas nécessairement un véritable développement économique. Et de fait, dans le même temps, les défaillances ont concerné 210 entreprises dans la région, soit une hausse de + 8 % par rapport à 2012, traduisant une situation plus défavorable

qu'au niveau national où le nombre de défaillances est resté stable. Selon l'enquête réalisée par la Banque de France auprès des entrepreneurs rhônalpins, l'activité du transport routier de fret se serait maintenue en 2013, avec cependant des marges toujours faibles et un chiffre d'affaires qui n'aurait progressé que de + 1,1 % de 2012 à 2013. Une situation globalement peu dynamique imputable au contexte économique global, peu propice au développement des échanges de marchandises, alors que côté coûts, l'augmentation annoncée des prix du carburant restait contenue. Les prix hors taxes à la pompe se sont même compressés en 2013, revenant aux niveaux constatés mi-2011. Le gazole a baissé de - 6 %, après une hausse de + 8 % en 2012. Les tarifs des carburants sans plomb 95 et 98 ont diminué respectivement de - 5 % et - 4 %. Dans le même temps, les prix au litre du GPL ont baissé de - 1 %. Quant aux prix hors taxes du fioul lourd, utilisé notamment pour le transport par voie d'eau, ils ont également connu une baisse significative de - 8 % en 2013.

Côté fret routier, les quantités de marchandises transportées se sont inscrites à la baisse. Selon l'enquête transport de marchandises (TRM) du SOeS, 226 millions de tonnes de marchandises circulant au sein de

Une nouvelle baisse des immatriculations de véhicules



Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

Une diminution du transport de marchandises par la route aussi bien en externe qu'en interne

Transport de marchandises par la route		
	2013 ^P (millions de tonnes-kilomètres transportés)	Évolution annuelle moyenne 2013/2008* en %
Rhône-Alpes		
Entrées dans la région	9 647	- 3,4
Sorties de la région	9 722	- 3,6
Intérieur de la région	6 387	- 2,2

^P Données provisoires.

* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

l'Hexagone ont été chargées ou livrées par la route par des entreprises de transport françaises au cours de l'année 2013 en Rhône-Alpes, soit 4,7 % de moins qu'en 2012. En tenant compte des distances, la baisse est restée plus contenue (- 1,9 %). Cette évolution, plus défavorable que celle de l'ensemble du pays, est intervenue après deux années 2011 et 2012 où les tonnages transportés étaient en augmentation. Les transports internes à la région ont connu une baisse plus importante que le fret routier entrant ou sortant du périmètre régional.

Signe d'une posture attentiste de la part des entrepreneurs, les investissements des entreprises du secteur en véhicules de transport se sont inscrits à la baisse pour la deuxième année consécutive. Selon le fichier central des automobiles du SOeS, 48 500 véhicules utilitaires légers et poids lourds ont été immatriculés en Rhône-Alpes en 2013, en diminution de - 4 % par rapport à 2012, chiffre identique à celui du niveau national.

La baisse du transport de marchandises par la route n'a pas bénéficié au fer. Au niveau national, le nombre de tonnes-kilomètres transportées par ce mode a diminué de - 1,4 % en un an.

L'année n'a pas été plus favorable pour le trafic par voie d'eau. Dans le bassin Rhône-Saône-Méditerranée, l'activité a poursuivi le repli esquissé en 2012. 6,5 millions de tonnes de marchandises ont emprunté ce réseau au cours de l'année, soit une baisse de - 5 % par rapport à 2012. La diminution des tonnes-kilomètres s'est établie à - 4 %. Des récoltes dans les plaines céréalières de Bourgogne bien inférieures à celles des années précédentes expliquent en partie ce recul. En revanche, la forte hausse des approvisionnements en charbon s'est traduite par un niveau exceptionnel de transports de combustible. Le transport des containers par voie d'eau a de nouveau progressé. En volume, selon l'unité de mesure usuelle qui attribue un ou deux équivalents vingt pieds par container en fonction de leur taille, 82 300 EVP ont emprunté le réseau des voies d'eau du bassin Rhône-Saône-Méditerranée en 2013, soit une hausse de + 6 % par rapport à 2012.

Le fret aérien, anecdotique au regard des autres modes de transport de marchandises, a atteint 44 800 tonnes en 2013, soit une hausse de + 19 % par rapport à 2012, due à l'arrivée en décembre 2012 de la compagnie Emirates (Vols Belly et cargo) et par les bons résultats tonnages du fret express. Dans l'ensemble du pays, le trafic aérien s'est inscrit à la baisse (- 3 %).

Des investissements significatifs concernant les poids lourds de plus de 3,5 tonnes

Immatriculations de véhicules neufs								
	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers ¹		Véhicules industriels à moteur ²		Ensemble immatriculations ³	
	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %	Nombre en 2013	Évolution 2013/2012 en %
Ain	16 196	- 1,4	2 975	- 4,4	429	- 6,7	19 620	- 2,1
Ardèche	6 410	- 3,9	1 194	- 10,4	181	11,0	7 842	- 4,5
Drôme	12 474	- 2,3	3 174	- 9,1	1 362	60,4	17 085	- 0,4
Isère	28 936	- 4,3	7 027	- 1,6	650	10,5	36 713	- 3,6
Loire	17 273	- 3,4	4 348	- 2,3	512	- 8,9	22 176	- 3,5
Rhône	48 140	- 3,7	15 755	- 7,4	1 414	4,7	65 743	- 4,1
Savoie	13 588	- 4,1	3 642	- 9,1	622	- 0,6	17 875	- 5,0
Haute-Savoie	26 721	- 2,4	4 723	- 2,7	510	19,7	32 014	- 2,1
Rhône-Alpes	169 738	- 3,3	42 838	- 5,6	5 680	13,0	219 068	- 3,3
France métropolitaine	1 756 952	- 5,4	364 664	- 4,1	45 041	- 1,3	2 173 611	- 5,0

Note : données brutes. ¹ Camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés de 3,5 t au plus de PTAC. ² Camions, véhicules automoteurs spécialisés de plus de 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers. ³ Y compris immatriculations de transports en commun.

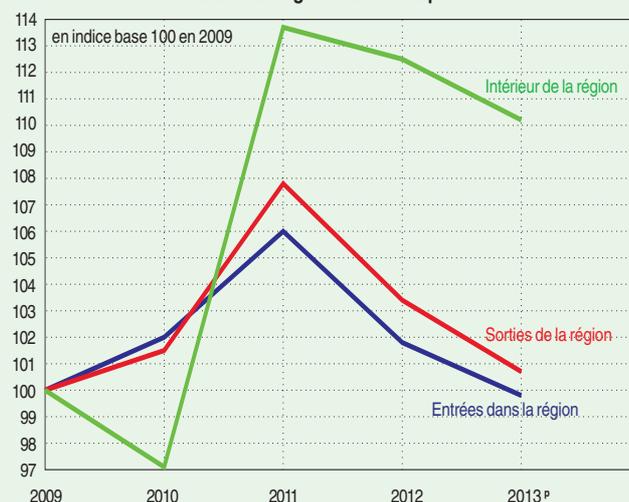
Source : SOeS, SIDIV

Pour ce qui est des déplacements, le trafic tous véhicules sur le réseau autoroutier non concédé et routes nationales Rhône-Alpes-Auvergne s'est inscrit globalement à la baisse avec une diminution de - 1,7 % en année glissante au 3^e trimestre 2013, plus importante qu'en 2012. L'ouverture du tronçon concédé Balbigny-La Tour-de-Salvagny de l'A89 en janvier 2013 s'est traduite par des reports de trafic avec en particulier une baisse de la circulation sur les voies périurbaines de Saint-Étienne.

Avec les perspectives incertaines pour les ménages et pour les entreprises, liées à la conjoncture économique

Une nouvelle baisse du transport de marchandises par la route

Évolution du transport routier de marchandises dans la région Rhône-Alpes



^p données provisoires.
Champ : hors transport international.

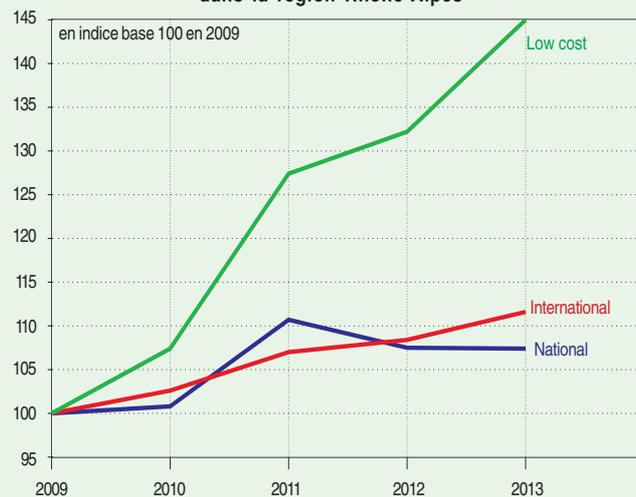
Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

et au renchérissement du coût de l'énergie, les investissements en véhicules particuliers neufs se sont encore compressés en 2013. En Rhône-Alpes, seules 170 000 voitures neuves ont été vendues au cours de l'année, en baisse de - 3 % par rapport à 2012. Après le point haut de 2009-2010, où les immatriculations avaient été dopées par la prime à la casse, le marché est retombé à un niveau d'activité inférieur à celui des années 2006 et antérieures. Toutefois, en un an, le transfert des achats vers des véhicules moins consommateurs d'énergie et moins producteurs de gaz à effet de serre a été très sensible. En Rhône-Alpes, les voitures émettant moins de 100 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre sont passées de 12 % à 22 % des ventes.

Le déplacement par le rail sur le réseau TGV a connu un léger tassement en 2013 en Rhône-Alpes. Dans les gares de la région, les TGV France, TGV Europe, iDTGV et OUIGO ont donné lieu à 24 millions de montées et descentes de voyageurs, en baisse de - 1,6 % par rapport à 2012. Ce repli a également concerné les transports express régionaux (TER). La fréquentation du réseau Rhône-Alpes, qui avait progressé de + 2,4 % en moyenne par an durant la période 2008 à 2012, s'est stabilisée en 2013 à 2,65 millions de voyages kilomètres, 0,3 % seulement de plus qu'en 2012. Il est vrai que la fermeture temporaire pour travaux de la liaison ferroviaire Grenoble-Valence, avec prise en charge des voyageurs par un service d'autocars de substitution, explique en partie cette baisse relative. En revanche, la mise en place de titres de transport combinés entre les réseaux de transport TER et les services locaux de transports en commun à Lyon, Saint-Étienne, Bourgoin-Jallieu ou Vienne a pu être de nature à enrayer le tassement de la croissance de la fréquentation.

Le low cost toujours en forte expansion

Évolution du nombre de passagers des aéroports dans la région Rhône-Alpes



Source : Union des aéroports français

Le trafic aérien a continué à progresser. 9,3 millions de passagers, locaux ou en transit, ont fréquenté les aéroports de Rhône-Alpes en 2013, soit une hausse de + 1,5 %. L'augmentation des déplacements aériens a été toutefois plus faible dans la région que dans la moyenne des aéroports de province. L'essentiel de ce trafic est resté concentré sur Lyon-Saint Exupéry, dont l'activité passagers a progressé de + 1,3 %. Le trafic a continué son report des vols classiques vers le low cost qui atteint désormais 25 % du nombre total de passagers transportés, soit deux points de plus qu'en 2012. La progression du trafic à bas coût a été très sensible pour l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry et plus encore pour Grenoble-Isère et Saint-Étienne Bouthéon. C'est à l'international que le développement du transport aérien est le plus important, avec une hausse de + 3 % du nombre de passagers locaux internationaux en Rhône-Alpes, les passagers locaux nationaux restant d'un niveau constant. En revanche, l'utilisation de Lyon-Saint Exupéry comme escale a continué à reculer, avec une baisse du trafic de transit de - 33 % en 2013. ■

Marie-Hélène Fabry, Yves Pothier
Dreal Rhône-Alpes

Le trafic de transit en forte baisse

Passagers des aéroports de Rhône-Alpes en %

	Nombre de passagers 2013	Rhône-Alpes		France métropolitaine	
		Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne 2012/2007*	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne 2012/2007*
Lignes nationales	3 130 348	-0,1	1,5	2,0	0,5
Lignes internationales	6 081 771	3,0	3,1	2,8	2,1
Transit	61 491	-33,2	-6,6	-27,4	-4,5
Total	9 273 610	1,5	2,4	2,4	1,6
dont lignes à bas coût (low cost)	2 312 467	9,7	21,3	9,1	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost)	24,9	8,1	18,4	6,5	7,6

Note : données brutes.

* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : Union des aéroports français

Pour comprendre les résultats

Sources : estimations d'emploi, démographie d'entreprises : Insee ; coût du carburant : MEDDE-Prix Direm ; entreprises : Banque de France ; transport de marchandises : MEDDE-TRM ; immatriculations : SOeS ; fer : SNCF ; eau : Voies navigables de France ; air : Union des aéroports français ; TER : Conseil Régional ; circulation : DIRCE.

Pas de réelle reprise pour l'économie rhônalpine

L'activité industrielle a été décevante en 2013. L'export, en deçà des attentes, n'a pu compenser une demande intérieure encore déprimée. Les services ont en revanche enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires, amorcée au 2^e semestre. Enfin, la légère progression du BTP, portée par les travaux publics, ne doit pas occulter une activité du bâtiment en repli.

Contrairement aux attentes, le chiffre d'affaires de l'industrie régionale se contracte à nouveau en 2013 : - 0,8 %. Les marchés à l'export n'ont pas tiré l'activité autant que prévu.

Secteur le plus touché, le matériel de transport, a vu son chiffre d'affaires s'effondrer (- 14,6 %) sous l'effet de la forte baisse de la demande étrangère, moteur principal de l'activité. Corrélativement, les entreprises sous-traitantes du secteur, en particulier la plasturgie et la métallurgie, accusent un repli de leurs activités, dans une moindre mesure toutefois.

Pour la deuxième année consécutive, les activités du travail du bois et de l'industrie du papier se replient également.

Seules les industries agroalimentaires, avec d'excellentes performances à l'export (+ 10,5 %), et l'industrie chimique, portée par les produits cosmétiques, voient leurs activités progresser significativement : + 3,7 % et + 2,9 %, principalement par un effet « volumes ».

Les autres activités industrielles, en particulier les équipements électriques, électroniques et informatiques, sont stables dans l'ensemble. La légère hausse des exportations dans le secteur de la production de machines, et la bonne tenue de la fabrication de textiles techniques,

contribuent à la stabilité globale du secteur de la fabrication d'autres produits industriels.

Dans ces conditions, l'emploi industriel s'est nettement replié. Une réelle adaptation structurelle des effectifs s'est notamment opérée dans le secteur du matériel de transport. Le recul des effectifs intérimaires est en outre généralisé.

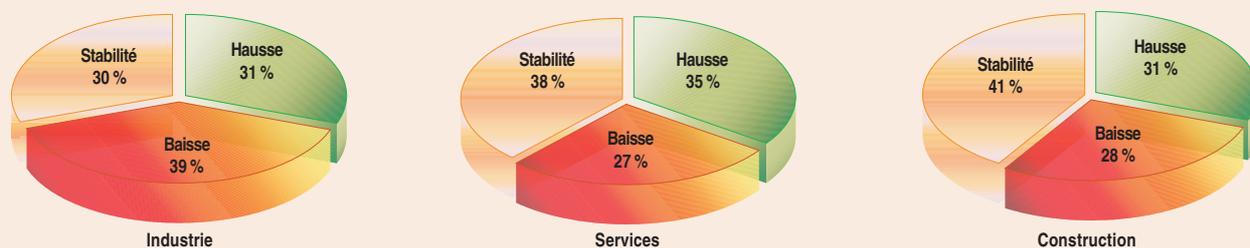
Les rentabilités d'exploitation sont également affectées par les niveaux d'activité. Elles se dégradent pour 39 % des entreprises industrielles interrogées. Les secteurs de la fabrication de matériel de transport et de matériel électrique sont les plus impactées. L'industrie agroalimentaire ne bénéficie que peu de l'augmentation de son activité acquise au prix d'efforts sur les marges.

Globalement, les investissements se sont encore contractés : - 2 %. Ils reculent notamment dans la fabrication de matériel de transport et les autres produits industriels.

Dans les services marchands, l'activité a progressé de + 1,8 %, soit au-delà des attentes. Corrigé de l'effet prix évalué entre 1,0 % et 1,5 %, l'amélioration est faible mais réelle. Elle s'est dessinée dès le début du 2^e semestre.

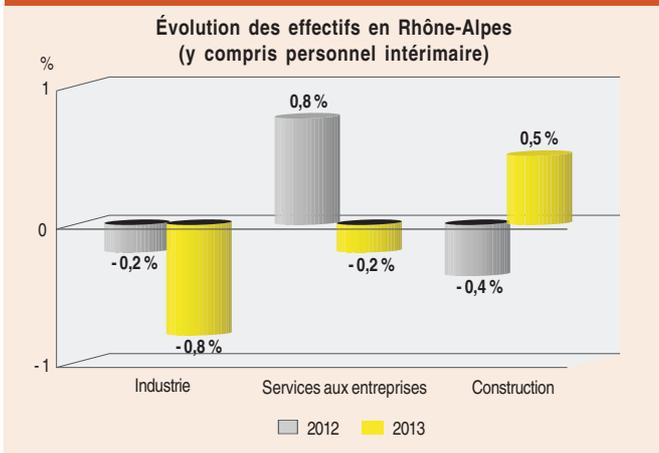
Les rentabilités d'exploitation peinent à se raffermir

Évolution de la rentabilité des entreprises en 2013 par secteur, selon l'opinion des chefs d'entreprise



Source : Banque de France-Tendances régionales

L'emploi reste sous tension, notamment dans l'industrie



Source : Banque de France - Tendances régionales

Le secteur de l'édition et des services informatiques a conservé une bonne dynamique, en hausse de + 2,6 %. Le travail temporaire, après un affaissement conséquent en 2012 (- 7,9 %), amorce un redressement, en augmentation de + 1,9 %. L'activité dans le transport routier de fret s'est légèrement raffermie, malgré les difficultés du secteur de l'industrie.

Seuls l'ingénierie et les études techniques se replient (- 1,6 %). 2013 a ainsi marqué une fin de cycle, après deux bonnes années.

Globalement stable, l'emploi n'a pas bénéficié de la relative embellie des services marchands. Seuls les effectifs dans les services informatiques ont progressé.

Les rentabilités d'exploitation se sont dans l'ensemble assez bien comportées. 73 % des entreprises interrogées les estiment au moins stables. L'édition, l'informatique et l'ingénierie ont progressivement reconstitué des marges qui s'étaient dégradées. La pression concurrentielle continue par contre de peser sur celles du transport routier de fret.

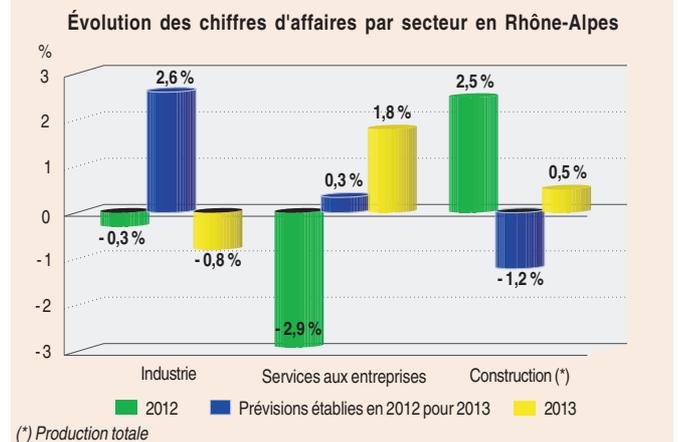
La légère progression d'ensemble de l'activité du secteur de la construction (+ 0,5 %), masque des trajectoires divergentes entre travaux publics, en nette croissance, et bâtiment, en repli.

Pour comprendre les résultats

Rentabilité (d'exploitation) ou marge d'exploitation : résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires hors taxe, exprimé en pourcentage.

Cette analyse de la rentabilité et de l'investissement repose sur une enquête menée au début d'année 2014 auprès d'un échantillon composé de 2 740 entreprises ou établissements rhônalpins appartenant à l'industrie, aux services marchands (transports routiers de marchandises, édition, activités informatiques, ingénierie et études techniques, travail temporaire) et au bâtiment et aux travaux publics.

L'activité des entreprises a dans l'ensemble peu évolué en 2013



(*) Production totale

Source : Banque de France - Tendances régionales

Les ambitieux programmes d'infrastructures de la région, en particulier de la métropole lyonnaise, ont généré une nouvelle hausse significative de l'activité des travaux publics (+ 6 %). Elle se répercute à la fois sur les emplois (+ 1,8 %), les rentabilités, qui se renforcent, et les investissements en hausse conséquente contrairement à ce qui était prévu.

À l'inverse, après deux bonnes années, le bâtiment a souffert de la baisse du nombre de mises en chantier et du repli des permis de construire. Le gros œuvre a été le plus impacté, en recul de - 3,4 %, tandis que le second œuvre a pu préserver son activité grâce à la bonne tenue des rénovations. Avec l'emploi intérimaire comme variable d'ajustement, les effectifs sont restés stables. Les rentabilités se sont en revanche de nouveau dégradées. Dans un contexte concurrentiel difficile, les prix des devis sont restés tendus affectant les marges en constante diminution depuis 2008. L'investissement pâtit des conditions d'activité. Il se contracte de - 8,7 %, notamment dans le gros œuvre. ■

Régis Pernon, Cédric Traversaz
Banque de France - Direction des Affaires Régionales

Pour en savoir plus

- Pour connaître l'évolution et les perspectives d'activité des différents secteurs de l'industrie et des services, ou pour obtenir les résultats complets de notre enquête annuelle, "Les entreprises en Rhône-Alpes – Bilan 2013 et Perspectives 2014" : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/publications-regionales/publications/rhone-alpes.html>

La nouvelle progression des crédits à l'habitat entretient la dynamique haussière des encours

L'évolution globale des encours de crédits entre décembre 2012 et décembre 2013 s'établit à + 2,8 % en Rhône-Alpes, soit un niveau supérieur de 2,5 points à la progression nationale. Cette hausse est exclusivement liée à l'évolution des encours des crédits à l'habitat (+ 4,8 %), qui représentent 62,2 % des encours totaux en région.

En hausse de 4,3 milliards sur l'année, l'encours régional global de crédits à fin décembre 2013 s'élève à un peu plus de 160,9 milliards d'euros. Au niveau national, la région occupe toujours la deuxième position avec 9,5 %, après l'Île-de-France (32,4 %), devant les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,4 %) et Pays de la Loire (5,4 %).

La différence entre le poids en matière de distribution de crédits et le poids économique de Rhône-Alpes (le PIB régional est en effet proche de 10 % du PIB national) s'explique en partie par l'octroi de certains financements aux entreprises directement par les sièges sociaux des banques nationales situés en Île-de-France (les crédits export sont ainsi situés à 98,2 % en Île-de-France).

En Rhône-Alpes, le poids cumulé des crédits à l'habitat, des crédits d'équipement et des crédits de trésorerie s'élève à 96,2 %, tout comme en France de province.

Les crédits à l'habitat représentent, en Rhône-Alpes, 62,2 % du total des encours de crédit (+ 1,2 point par rapport à l'an dernier), soit 8,7 points de plus qu'au niveau national et 4,2 points de plus qu'en France de province.

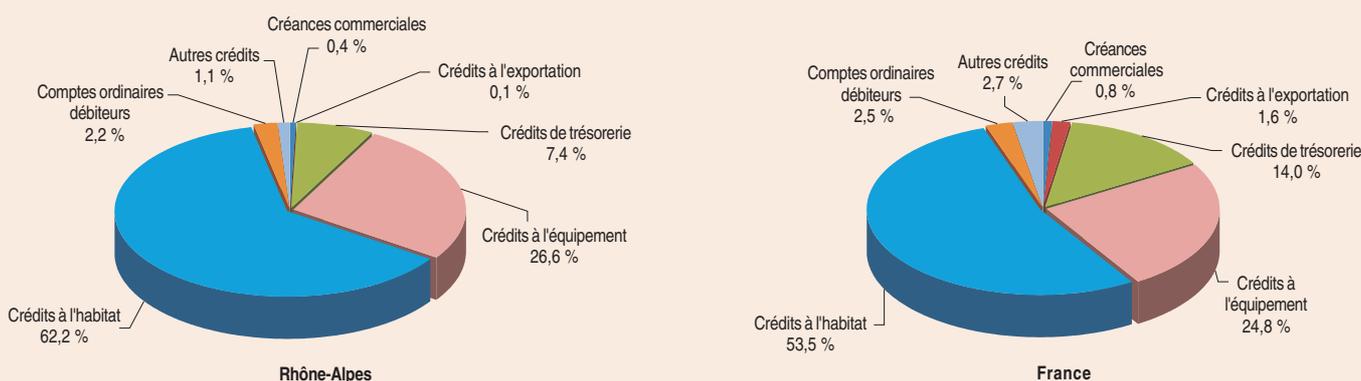
La deuxième catégorie la plus représentée est celle des crédits à l'équipement avec 26,6 % de l'encours global, c'est-à-dire 1,8 point de plus que la part nationale, mais 1,9 point de moins que dans la France de province.

A contrario, avec 7,4 % de l'encours global, la part des crédits de trésorerie dans la région se situe largement en deçà de la part nationale (14,0 %). Ce type de crédit représente 9,8 % des encours de la France de province.

En 2013, l'augmentation de 2,5 % des encours régionaux globaux tient exclusivement à la progression particulièrement dynamique des crédits à l'habitat (+ 4,8 %), soit + 4,5 milliards sur l'année.

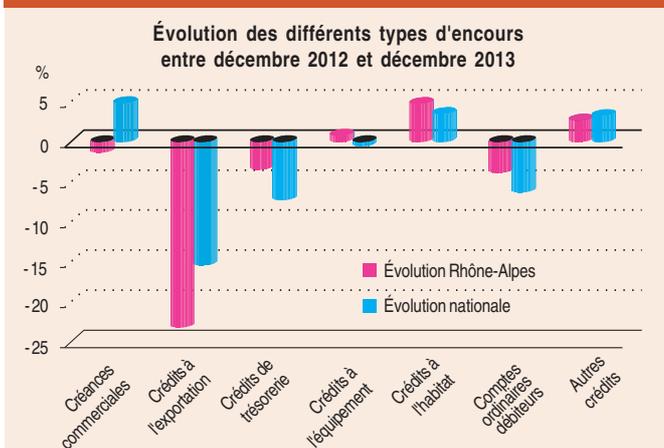
Rhône-Alpes progresse et atteint désormais 9,5 % des encours nationaux

Répartition par type de crédit



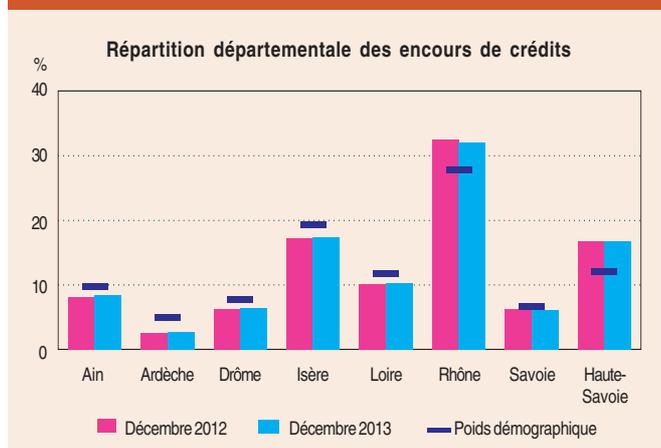
Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2013

Une progression sur les seuls encours de crédits à l'habitat



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2013

La répartition départementale évolue à la marge



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2013

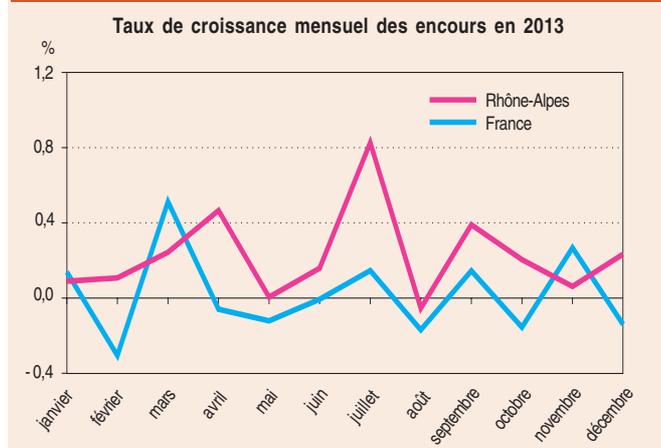
Dans le même temps, toutes les autres catégories de crédit ont peu progressé, voire diminué : les crédits à l'équipement (+ 0,8 %), les créances commerciales (- 1,3 %), les crédits à l'exportation (- 23,2 %) et les comptes ordinaires débiteurs (- 3,8 %).

Pour la France de province, l'évolution de + 1,9 % résulte également de la seule progression des crédits à l'habitat (+ 3,9 %), les autres catégories étant, au mieux, stables.

Le rythme de progression mensuelle des encours a atteint un sommet en juillet 2013 pour s'atténuer par la suite, tout en restant positif. En France, les évolutions mensuelles ont alterné les mois positifs et négatifs quasiment tout au long de l'année.

Le département du Rhône porte près du tiers des encours globaux de la région. L'Isère et la Haute-Savoie suivent avec respectivement 17,4 % et 16,7 %.

L'évolution des encours de crédits particulièrement dynamique en Rhône-Alpes



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2013

Cédric Traversaz
Banque de France – Direction des Affaires Régionales

Pour en savoir plus

● <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/titres-credit-et-depots.html>

Pour comprendre les résultats

Les centralisations financières territoriales recensent, sur une base conventionnelle, les opérations –dépôts et crédits– traitées par environ 300 banques adhérentes à la Fédération bancaire française, pour le compte de leur clientèle non financière (résidente et non résidente).

Ne participent à cette centralisation ni les sociétés financières ni les institutions financières spécialisées.

Les centralisations sont élaborées en fonction de l'implantation géographique des guichets ayant traité les opérations et sont agrégées par département de la France métropolitaine.

Les variations des données peuvent refléter les modifications affectant les réseaux bancaires.

L'Insee Rhône-Alpes vous propose gratuitement
sur son site www.insee.fr/rhone-alpes
de nombreuses données et analyses régionales ou locales

The screenshot shows the Insee website interface for Rhône-Alpes. At the top, there is a navigation bar with links for 'Mobile', 'Actualités', 'Agendas', 'Contacter l'Insee', 'FAQ', 'Aide', 'Première visite', 'Liens', 'English', and 'Home page'. Below this is the Insee logo and the text 'Institut national de la statistique et des études économiques' and 'Mesurer pour comprendre'. A search bar is present with the text 'Chercher sur le site' and 'Ok' and 'Google' buttons. The main navigation menu includes 'L'Insee et la statistique publique', 'Thèmes', 'Bases de données', 'Publications et services', 'Régions', 'Définitions et méthodes', and 'Accès par public'. The 'Rhône-Alpes' section is highlighted, showing a list of links: 'Présentation de la région', 'La conjoncture régionale', 'Les publications', 'Acteurs publics : études et partenariats', 'À votre service', and 'Les actualités'. The 'Régions' menu is expanded to show 'Accueil', 'Régions', and 'Rhône-Alpes'. The 'Rhône-Alpes' section lists several items: 'Présentation de la région' (Des chiffres clés, des études et analyses, des données détaillées, des fichiers détail et la possibilité de changer de région, de thèmes ou de types de produits selon vos besoins.), 'La conjoncture régionale' (Autour des thèmes (marché du travail, emploi, entreprises, tourisme...), accéder aux indicateurs et autres analyses ou notes de conjoncture régionales.), 'Les publications' (Découvrir notre ligne éditoriale et accéder à toutes les publications en ligne. Des liens vous seront proposés vers l'ensemble des publications de l'Insee.), 'Acteurs publics : études et partenariats' (Coup de projecteur sur les productions réalisées en partenariat et nos produits spécifiques.), 'À votre service' (Pour obtenir un indice, un avis de situation Sirène, pour vous abonner aux avis de parutions ou à la lettre électronique, ou tout simplement nous contacter.), and 'Les actualités' (Pour connaître les dernières données chiffrées, indicateurs, événements, communiqués de presse ; une rubrique à visiter fréquemment.). On the right, there is an 'Infos' section with 'Le chiffre du jour' (14 : c'est le nombre d'établissements pénitentiaires au 1er janvier 2013 en Rhône-Alpes) and 'L'info de la semaine' (PNR du Haut-Jura : un territoire en partie industriel, en mutation sous ...). Below this, there is a paragraph about the PNR du Haut-Jura: 'Le PNR du Haut-Jura s'étend sur 2 régions, la Franche-Comté et Rhône-Alpes. Territoire hétérogène, il bénéficie, à l'est, de la proximité avec la Suisse, sa partie nord ouest souffrant d'une forte désindustrialisation. La population a augmenté de plus de 50 % depuis 1962. L'influence grandissante de Genève explique un niveau de revenus globalement élevé et de nombreuses navettes domicile-travail'.

- Toutes les études publiées depuis 1999 sur l'**ÉCONOMIE** et la **SOCIÉTÉ** de Rhône-Alpes
- Des **DIAGNOSTICS** de territoires locaux
- Des **CHIFFRES-CLÉS** régulièrement mis à jour sur de nombreux thèmes : population, travail-emploi, revenus-salaires, conditions de vie-société, économie, entreprises, secteurs d'activité
- Des **INDICATEURS ÉCONOMIQUES** conjoncturels
- Des **INFORMATIONS MÉTHODOLOGIQUES** sur les données proposées par l'Insee

À votre service

Cette rubrique regroupe les différents services d'aide et d'orientation, ainsi que les formulaires d'abonnement à nos produits électroniques :

Les réponses à vos questions : où trouver un indice, comment télécharger un avis de situation Sirène, où s'informer sur les produits dédiés aux créateurs d'entreprise...

Lettre électronique : elle vous informe mensuellement de toutes les nouveautés de notre site internet régional

Abonnement à la Lettre électronique

Liens régionaux



Les dossiers

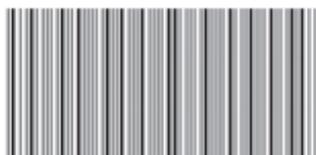
N° 159 - mai 2014

www.insee.fr/rhone-alpes

Bilan économique



2013



9782110970602

Prix : 21 euros
Code Sage : dos15928